Esdras Minville, Victor Barbeau, Benoît Godbout
et l'abbé Lionel Groulx

(1939)

L'AVENIR DE NOTRE BOURGEOISIE

**Conférences prononcées au premier congrès de
la Jeunesse Indépendante Catholique. Montréal, 25-27 février 1939.**

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

L'avenir de notre bourgeoisie.

Conférences prononcées par MM. Esdras Minville, Victor Barbeau et l'abbé Lionel Groulx au premier congrès de la Jeunesse Indépendante Catholique. Montréal, 25-27 février 1939. Montréal : Éditions Bernard Valiquette, 1939, 142 pp.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 24 avril 2004 à Chicoutimi, Québec.

Table des matières

[Préface](#), Le Comité général de la J.I.C.

I. [La bourgeoisie et l'économie](#)
par M. Esdras Minville

II. [La bourgeoisie et la culture](#)
par M. Victor Barbeau

III. [La bourgeoisie et le national](#)
par M. l'abbé Lionel Groulx

IV. [Rapport sur l'orientation](#)
Par Benoît Godbout

L'avenir de notre bourgeoisie.

Conférences prononcées par MM. Esdras Minville, Victor Barbeau et l'abbé Lionel Groulx au premier congrès de la Jeunesse Indépendante Catholique. Montréal, 25-27 février 1939.

Montréal : Éditions Bernard Valiquette, 1939, 142 pp.

Préface

Par le Comité général de la J.I.C.

[Retour à la table des matières](#)

Il est bien difficile, affirme-t-on parfois, de mettre en cause la bourgeoisie ; la bourgeoisie est indéfinissable ; son milieu ne se saisit pas ...

Cette fin de non-recevoir implique une malheureuse renonciation ; la bourgeoisie se définit par ses représentants lorsqu'ils consentent à se faire responsables de leur classe sociale et, par voie de conséquence directe, de toute la Nation. C'est à la bourgeoisie de diriger l'opinion, de conduire les hommes, de servir l'État.

À bon droit, dès lors, on peut déplorer que chez-nous, une certaine catégorie de bourgeois se sont laissés déchoir ; on peut regretter, avec M. Barbeau, leur démission au début de ce siècle ; ou raconter, avec M. l'abbé Groulx, comment cette bourgeoisie s'est perdue dans la politique de partie ; on peut entendre M. Minville décrire les tares et les défauts de cette classe. S'ils font leur profit de ces leçons, les jeunes, cependant, ne voudront pas s'y arrêter ; mais avec ces trois maîtres dont ils ont voulu connaître les avis personnels sur notre bourgeoisie passée, ils courront à cette conclusion optimiste et justifiée : à savoir que le Canada français a besoin, au plus tôt, d'une bourgeoisie jeune et agissante, dont la tâche est de servir les intérêts de la collectivité, qui soit gardienne de ses droits et directrice de ses destinées.

Affirmer cette urgente nécessité, tel était le but du premier congrès de la jeunesse Indépendante Catholique, tenu à Montréal en février 1939. Mouvement d'Action catholique accrédité par la Hiérarchie auprès des jeunes gens de la bourgeoisie, la J.I.C. s'est donné la tâche d'éveiller l'attention de ces jeunes sur leur problème. "Le premier devoir de la bourgeoisie, écrit avec à-propos M. Minville, c'est de reconnaître qu'elle en a un." La J.I.C., par son Congrès, l'a rappelé avec franchise au public choisi et intéressé qui, trois soirs de suite, se pressait dans l'Auditorium du Plateau. Cette démonstration prouvait assez que la bourgeoisie canadienne consentait à prendre en main ses intérêts.

Certes, il n'appartient pas à un mouvement de jeunes de décider de tous les problèmes abordés dans ce Congrès et dans ce livre. Il y a telles questions d'intérêt, non seulement canadien mais universel (celui de l'éducation par exemple), sur lesquelles on discutera longtemps encore. L'essentiel est qu'on se doute que ces problèmes existent et qu'il faut y porter une attention soutenue.

Soulignons en outre le fait important suivant : quelle que soit la solution temporelle entrevue – on peut en concevoir de diverses sortes, sinon de contradictoires – la J.I.C. désire surtout affirmer la nécessité des préoccupations d'ordre supra-terrestre qui doivent dominer, en première et dernière analyse, les transformations jugées opportunes à telle ou telle époque ; ainsi l'exigent les succès durables. C'est dans cet esprit de sacrifice des succès de réclame aux valeurs spirituelles que le Congrès de la J.I.C. a été préparé. Ce fut un congrès d'idées uniquement, et qui pourtant a réussi. Voilà un heureux signe des temps qu'un si grand nombre de jeunes de la bourgeoisie de demain, de représentants de nos sociétés nationales et de nos classes dirigeantes, aient répondu à l'appel des militants de l'Action catholique et suivi leurs séances.

Il s'imposait que les lecteurs des conférences du Congrès fussent plus nombreux encore. Ce sera l'heureux sort de ce volume de répondre à un désir grès souvent exprimé et de contribuer à parfaire la tâche de rénovation totale, amorcée par le Congrès de la J.I.C. et qui est tout le but de ce mouvement.

Le Comité Général de la J.I.C.

I

La bourgeoisie et l'économie

par M. Esdras Minville

[Retour à la table des matières](#)

Cette conférence était sous la présidence d'honneur de M. Beaudry-Leman, directeur général de la Banque Canadienne-Nationale.

M. Gilbert Latour, secrétaire de la Chambre de Commerce des Jeunes, a présenté le conférencier.

Il appartient à la bourgeoisie, en collaboration avec les autorités constituées, d'imprimer à la masse son orientation ou, si on le préfère, de façonner elle-même par ses exemples, ses conseils, ses directives à la fois éclairés et désintéressés, l'opinion publique, laquelle, à son tour, dictera aux autorités sociales et politiques leur attitude. En d'autres termes, le rôle de la bourgeoisie, dans les sociétés où elle accepte à la fois les responsabilités et les privilèges qui s'attachent à son rang social, en est un de direction.

On nous a prié de définir l'attitude de la bourgeoisie canadienne-française vis-à-vis du problème économique. Autant nous inviter à définir le problème économique lui-même, à en indiquer les solutions, donc à formuler les directi-

ves qu'il appartient à la bourgeoisie de donner à notre peuple sur ce point. La tâche n'est pas mince. Comme, au surplus, dans la vie d'une société tout s'enchaîne, se compénètre, s'influence réciproquement, nous devons rappeler que les préoccupations économiques de la bourgeoisie, son attitude en ce domaine ne sauraient se dissocier de ses préoccupations sociales et de ses préoccupations nationales ; mais qu'au contraire, situant le problème économique à son rang dans la hiérarchie des valeurs, la bourgeoisie doit le traiter dans les cadres plus larges du problème social et du problème national, et en fonction des objectifs suprêmes de la société et de la *nation*. Car, en dernière analyse, il n'y aura de bourgeoisie canadienne-française que s'il existe une société et une nation canadiennes-françaises. Nous plaçant dans la peau d'un bourgeois canadien-français désireux de s'acquitter de son rôle de direction, examinons donc le problème comme les faits le posent à notre attention.

Nous avons déjà rappelé ailleurs ¹ que, compte tenu des grands principes de morale et de justice qui régissent les sociétés humaines à toutes les époques et sous tous les climats, la politique économique et sociale d'un pays -et par politique nous entendons l'orientation imprimée à la multitude par ses autorités de toutes catégories - se déduit : 1) du caractère de la population ; 2) du milieu géographique et économique dans lequel cette population est appelée à vivre. Cette règle élémentaire, qu'on ne saurait que difficilement contester, fixe les cadres à l'intérieur desquels la bourgeoisie doit exercer son action. Appliquons-la à la bourgeoisie canadienne-française.

*
* *

L'économie, c'est cette partie de l'activité des hommes qui a pour objet la création et la distribution des biens nécessaires à la satisfaction de leurs besoins et à leur progrès matériel. Cette activité, est-il besoin de le dire, est intimement liée dans ses modes et dans son déploiement, à la nature, au volume et à la répartition des richesses naturelles d'un territoire - que ces richesses soient exploitées pour fin de consommation ou pour fin d'échange. Il s'ensuit que l'étude détaillée du milieu géographique et économique, de ses virtualités et de ses insuffisances, est au fondement même de toute politique économique et sociale qui entend tenir compte des réalités.

Voilà malheureusement un point sur lequel l'accord est loin d'être réalisé, même chez ceux qui en cette matière sont censés formuler les directives et indiquer la voie. Que la question n'ait jamais été franchement posée, c'est fort

¹ Voir *l'Actualité économique*, octobre 1938. Quelques aspects du problème social dans la province de Québec.

possible. Le fait n'en reste pas moins de l'anarchie des idées sur un point aussi fondamental. Ainsi, on entend souvent affirmer que la province de Québec est essentiellement agricole et qu'elle doit le demeurer. L'examen, même le plus sommaire, des faits permet-il de soutenir pareille thèse ? Que notre province ait longtemps été surtout agricole, cela est évident : c'est par la terre qu'a commencé la prise de possession du territoire et c'est sur elle qu'ont été posées les premières assises de l'organisation économique. Est-ce encore le cas ? Et surtout, au point où nous en sommes de la mise en oeuvre de notre territoire, faut-il nous comporter comme si notre province était appelée à un avenir essentiellement agricole ?

On sait que les superficies en culture ne représentent que 2 p.c. et que le domaine cultivable, pour autant qu'il est possible d'en estimer l'étendue, ne dépasse guère 5 p.c. de la superficie totale. Est-il possible, après cela, d'affirmer la vocation agricole de la Province, d'en tenir pour l'orientation essentiellement agricole de la politique économique ? On estime qu'il ne nous reste de terre disponible que de quoi établir environ 100,000 familles. Pour peu que le mouvement de mise en valeur des terres neuves continue à l'allure accélérée qu'on lui a connue en ces dernières années, nous pouvons donc nous attendre à ce que l'un des plus graves problèmes auxquels nous aurons à faire face dans un avenir assez prochain soit précisément celui des terres de peuplement.

En revanche, nos ressources industrielles sont diverses et abondantes. Ainsi, aux 40 ou 45 mille milles carrés du domaine agricole s'opposent les 235 mille milles carrés du domaine forestier. La forêt recouvre tout le pays et elle est économiquement exploitable jusqu'au 52e degré de latitude nord. Présente partout et partout prépondérante, elle conditionne largement notre économie, l'agriculture comprise. Elle est donc un des éléments les plus importants de notre avoir.

Notre province ne possède pas de charbon, du moins de gisements connus ; en revanche, elle est riche en énergie hydro-électrique, se classant à la tête des neuf provinces de la Confédération avec un potentiel de plus de 13 millions de h.p., dont le quart seulement est à l'heure actuelle utilisé. Or il est indéniable que l'électricité est aujourd'hui un facteur industriel aussi important que le charbon. Nos chutes d'eau sont à la clef de notre expansion économique. Il n'est peut-être pas de ressources qui marquent d'un trait plus net la vocation économique de notre province.

Et que dire des mines ? Après une longue période de quasi-stagnation, voilà que l'industrie minière prend un essor prodigieux. Et selon toute apparence ce n'est qu'un commencement ; car chaque jour de nouvelles découvertes élargissent les perspectives de cette industrie, dont nous pouvons à peine soupçonner l'avenir.

Enfin, les pêcheries. Elles tiennent peu de place dans notre économie. Mais notre territoire de pêche est un des plus vastes du monde. Organisée sur des bases rationnelles, selon les données scientifiques, la pêche contribuerait pour une part que nous ne pouvons pas encore imaginer à notre production.

Telles sont les principales ressources de la province de Québec. Forêts, chutes d'eau, mines constituent le principal de sa richesse. Et ce sont des ressources industrielles. Il faut donc en prendre notre parti, et nous comporter ou plutôt nous préparer en conséquence. Ce qui ne veut pas dire, loin de là, que l'agriculture est quantité négligeable. Au contraire, un domaine agricole d'une quarantaine de mille milles carrés est un actif dont nombre de peuples s'enorgueilliraient, dont ils tireraient un parti merveilleux. L'exploitation de nos terres cultivables représentera toujours un des éléments importants de notre économie, pour peu que nous apprenions à l'utiliser. Nous dirions même, au risque d'avoir l'air d'énoncer un paradoxe, que l'agriculture dans la province de Québec est d'autant plus importante que la vocation de notre province est Plus nettement industrielle. Cela, tout simplement parce que, dans notre économie, l'agriculture représente l'élément stabilité par rapport à l'élément spéculatif, donc plus aléatoire, qu'est l'industrie. Si désormais, comme l'expérience des dernières années nous y incite, il nous faut accorder une attention toute particulière à la portée sociale des faits économiques, notre agriculture devra être l'objet de soins d'autant plus attentifs que le contrepois de l'industrie est plus lourd.

Autre fait dont il convient de tenir compte : la diversité géographique qui se cache en fait sous l'apparente unité territoriale de la Province. Notre territoire est bâti de pièces et de morceaux juxtaposés et plus ou moins liés. Nos régions naturelles, largement dispersées, constituent presque autant d'entités différentes, en tout cas dissemblables : Lac Saint-Jean et Canton de l'Est Saguenay et Plaine du Saint-Laurent, Gaspésie et Abitibi. Appliquera-t-on à chacune de ces régions des mesures uniformes, sans tenir compte de leur physique, donc de leurs vocations respectives, étant donné les facteurs qui, depuis la situation géographique et les ressources jusqu'à la topographie et le climat, font que chacune d'elles est ce qu'elle est et non pas ce que sont les voisines. Il ne s'agit ni de compartimenter ni de sectionner à l'infini l'orientation économique et sociale de la Province, mais d'imaginer une politique assez souple pour se plier aux exigences particulières de nos diverses régions, tout en restant une dans son principe et son inspiration.

Ce qui nous a longtemps induits à affirmer, fut-ce à contretemps, la vocation agricole de la Province, c'est probablement la préoccupation vague, plus sentie que raisonnée, mais non moins réelle et toujours présente des conséquences sociales de la transformation trop rapide de notre économie par l'industrie. D'autre part, ce qui nous a portés à soumettre nos diverses régions à un même régime, c'est selon toute apparence l'espèce d'unité économique

dans laquelle se résout la diversité géographique dont nous parlions il y a un instant - unité due à deux ressources complémentaires, le sol et la forêt, présentes dans toutes les régions encore que d'une importance inégale d'une région à l'autre, et qui partout forment le fond solide et permanent de la richesse de la Province.

Dans le premier cas, il faut admettre que les faits justifient amplement les craintes. Chacun est à même de le constater : l'industrialisation rapide du dernier quart de siècle a congestionné les villes, désagrégé notre classe moyenne, prolétarisé une proportion effroyable de notre population, suscité une multitude de problèmes au sujet desquels on s'interroge aujourd'hui avec inquiétude. Et pour remédier à ce désarroi, de toute part on réclame des lois dites sociales : allocations familiales, pensions de toutes sortes, assurance-chômage, maladie, invalidité, etc. Et on les réclame sans apparemment se demander si de telles mesures, louables dans leur intention, sont opportunes et si, dans un pays comme le nôtre, au point où en est notre économie, elles sont susceptibles de produire les résultats attendus.

Nous avouons franchement, pour notre part, que ces mesures paraissent aussi inquiétantes que les maux auxquels elles prétendent remédier, et que l'acharnement qu'on met à les réclamer tout de suite révèle une singulière et très dangereuse propension à opter pour la solution la plus facile. Il est, en effet, une question préalable qu'on ne semble pas se poser, à savoir : si les problèmes sociaux dont on s'effraie sont une conséquence fatale, inéluctable des industries qui, étant donné la nature de nos ressources, devraient dominer dans notre province, en tout cas sont appelées à s'y répandre. Si l'industrialisation a fait surgir si tôt chez nous tant et de si graves problèmes sociaux, cela est dû pour une bonne part au fait que notre politique économique et sociale n'a pas su s'adapter aux exigences de notre milieu et coordonner l'exploitation de nos ressources de façon à en tirer le meilleur parti humain.

La forêt, avons-nous dit, constitue l'une de nos plus vastes ressources et l'une des plus caractéristiques. L'industrie forestière, sur laquelle nous pouvions le plus normalement compter pour assurer une large décentralisation de l'activité économique, loin de stabiliser la population, a contribué dans une large mesure à la déraciner et à la prolétarianiser. Et pourtant, quand on y regarde d'un peu plus près, on se rend vite compte qu'organisée différemment, c'est-à-dire selon d'autres principes et en vue d'une autre fin que la seule rémunération du capital, l'exploitation forestière peut, à l'égal de l'agriculture dont elle est le complément nécessaire dans les deux tiers de la Province, servir à stabiliser la population rurale, à lui assurer vie, sécurité et prospérité.

C'est un exemple. Il y en a d'autres. Nous avons toujours eu ce qu'on est convenu d'appeler une politique agricole, et nous pouvons dire qu'en ces dernières années tout au moins la question agricole a tenu l'affiche. Mais il

nous paraît que cette politique agricole, sans doute bien intentionnée, ne procédait pas d'une connaissance suffisamment éclairée des exigences particulières de notre milieu. Sait-on, par exemple, qu'on a commencé, il y a deux ans seulement, à dresser la carte géologique et minéralogique des sols - travail qui ne sera pas terminé avant plusieurs années ; que nous ne possédons encore aucune donnée précise sur notre climat, et cela, faute d'un réseau de postes météorologiques établis depuis assez longtemps. Et pourtant, s'il est des facteurs primordiaux en agriculture, n'est-ce pas le sol et le climat ?

Il paraît, en outre, que cette politique agricole, désireuse, nous en sommes sûr, de bien faire, a cependant trop négligé l'humble détail suivant : à savoir que l'hiver chez nous dure six ou sept mois durant lesquels l'activité agricole est suspendue ou n'est entretenue qu'au prix d'une technique forcément coûteuse, applicable dans certaines régions seulement et à laquelle, au surplus, notre population est lente à s'adapter. Or chacun sait, d'une part, que dans l'état actuel du monde économique il n'est guère possible de gagner sa vie de douze mois en six et de s'assurer tout de même un niveau de vie comparable à celui des gens qui travaillent douze mois sur douze, et, d'autre part, que les différences de niveaux de vie entraînent fatalement des déplacements et des regroupements de population. Tant que nos agriculteurs vivront ou auront l'impression de vivre moins bien que les ouvriers industriels, ils abandonneront la terre, quelque remontrance qu'on leur fasse.

À ce problème il n'est qu'une solution : tâcher d'organiser la vie rurale de telle manière que les agriculteurs jouissent de revenus annuels. Et à cette fin, imaginer une exploitation coordonnée du sol et des ressources complémentaires de façon à ce que la population rurale travaille douze mois par année. Car on a beau dire, on a beau faire, la vie économique, celle des individus et des sociétés, c'est d'abord une question de travail. Eh bien ! quelle est la ressource qui répond le plus exactement, à ce point de vue, aux exigences de l'agriculture dans la province de Québec, sinon la forêt ? Nous l'avons dit, elle est presque partout à la portée des agriculteurs ; elle est permanente, mais exige pour se perpétuer l'application d'une technique qui, bien comprise, se présente comme un prolongement de la technique agricole elle-même. Les opérations forestières s'effectuent en hiver, c'est-à-dire durant la morte-saison agricole. Le problème se ramène donc à trouver la formule qui coordonnerait exploitation agricole et exploitation forestière de telle façon que non seulement le rendement économique, mais aussi le rendement humain soit le plus élevé possible. Une telle formule existe : depuis longtemps les pays du nord de l'Europe, dont les caractéristiques géographiques et économiques se rapprochent sensiblement de celles de notre province, en ont fait l'expérience. Cette formule est même à l'essai dans notre province et cela, depuis plus d'un an.

Des pêcheries nous répéterions volontiers ce que nous venons de dire de l'agriculture. Même réorganisées selon les données de la science, elles ne sauraient seules, et pour la raison déjà invoquée, à savoir l'extrême brièveté de la saison, assurer une existence convenable à la population maritime. La pêche fera vivre son homme si, comme nous l'avons dit de l'agriculture, elle est coordonnée avec une autre exploitation de manière à ce que les pêcheurs aient un programme de travail et des revenus annuels. Eh bien ! ici encore la forêt se prête à ce rôle puisqu'elle complète la pêche au lieu de la concurrencer.

Nous ne pouvons sans doute pas dire la même chose des mines et des chutes d'eau - ressources essentiellement industrielles, dont la mise en oeuvre entraînera la formation de masses ouvrières plus ou moins nombreuses. Pourtant, outre qu'elle n'exige qu'un minimum de main-d'œuvre salariée, l'industrie hydro-électrique peut contribuer à l'éclosion d'une multitude d'exploitations nouvelles - de métiers, de petites industries artisanales d'un caractère permanent ou dont la coordination entre elles assurerait la stabilité. De même de l'utilisation industrielle de nos bois ! jusqu'ici la fabrication du papier a absorbé l'attention. Elle a pris une expansion telle qu'on a fini par croire assez longtemps et les résultats déjà acquis démontrent de la façon la plus évidente que nos bois se prêtent à des utilisations multiples, peuvent donner lieu à des exploitations presque indéfiniment variées.

Quoiqu'il en soit, que l'agriculture et la pêche soient organisées chez nous sur une base stable, que l'exploitation forestière proprement dite, au lieu de déraciner les populations rurales contribuent désormais à les retenir au sol, et nous aurons déjà sérieusement consolidé l'organisme économique et social de la Province. Le tout est de nous mettre à l'étude avec des vues moins sommaires et moins fatalistes que celles qui ont jusqu'ici inspiré notre action.

Quant à notre deuxième proposition, à savoir que l'orientation économique doit se plier aux exigences particulières de nos diverses régions, il est assez facile de l'illustrer par des exemples. Nous avons déjà raconté ailleurs comment la politique forestière appliquée à la Gaspésie depuis une trentaine d'années a maintenu la population dans un état de pauvreté chronique, entraîné la perte par excès de maturité de millions et de millions de cordes de bois, provoqué la dispersion aux quatre coins de la Province et même du pays de milliers de gens qui ne pouvaient trouver sur place leur subsistance quotidienne, et finalement, la crise venue, obligé l'État à distribuer des centaines de milliers de dollars de secours directs. Nous avons été de même en état de constater comment une politique de colonisation conçue en termes généraux ou selon les exigences d'une certaine région de la Province, l'Abitibi, et appliquée sans retouche à la Matapédia, a en 25 ans environ, compromis l'équilibre fondamental de cette région qui est - cela se voit à l'œil nu - de vocation à la fois agricole et forestière. Pour peu qu'on persiste à y appliquer les méthodes qui ont prévalu jusqu'ici, la Matapédia est vouée d'ici huit ou dix

ans à une crise de rajustement dont nul ne saurait dire combien d'années elle durera, ni quelles souffrances elle engendrera. Nous savons tous quel mal la dilapidation forestière a causé dans les Laurentides, et comment cette région déboisée sans discernement est aujourd'hui privée de son principal moyen de subsistance, privée même d'un des éléments qui contribuerait le plus à l'une des industries dont elle cherche maintenant à s'assurer le bénéfice : le tourisme. Et que dire du Lac Saint-Jean avec ses petites villes débordantes de chômeurs dont on ne sait plus que faire - du Lac-Saint-Jean qu'on nous donnait naguère comme un exemple de ce que peut produire la grande industrie. Tout cela a tourné comme nous savons parce que tout cela procédait d'une étude trop sommaire des particularités de la région.

Si nous voulons remédier aux maux que nous déplorons aujourd'hui et éviter que des problèmes aussi difficiles ne surgissent à nouveau, tantôt dans un coin et tantôt dans un autre, il est clair que nous devons en venir à un sens un peu plus exact de la réalité. La province de Québec doit avoir une politique forestière, mais cette politique forestière doit être souple pour s'adapter aux particularismes régionaux ; elle doit avoir une politique agricole, mais cette politique agricole doit être fondée sur une connaissance précise et détaillée des virtualités de nos sols, de notre climat d'une région à l'autre, compte tenu des besoins des marchés ; la province de Québec doit avoir aussi une politique industrielle, mais conçue de telle façon que certaines régions ne soient pas sacrifiées à l'expansion mal comprise des autres. Autant de problèmes ou plus exactement, problème unique mais aux aspects multiples qu'il appartient à notre bourgeoisie d'étudier si elle veut s'acquitter d'une façon intelligente de son rôle. Les temps sont passés, définitivement révolus où elle pouvait se contenter de proposer à notre population l'exemple des États-Unis, de l'Angleterre ou d'autres pays. Les États-Unis, l'Angleterre, la Belgique et la France ont certes leurs problèmes. Mais il y a lieu de croire qu'il se passera encore bien des années avant qu'on vienne nous en demander la solution. Et l'on se dispensera de nos lumières précisément parce que dans ces pays une élite agissante, une bourgeoisie consciente de son rôle s'est vouée à la tâche, assume ses responsabilités au lieu de les fuir. Si notre bourgeoisie canadienne-française veut à tout prix s'inspirer des exemples étrangers, voilà celui que nous lui proposons. L'un de ses premiers devoirs, coïncidant d'ailleurs avec son meilleur intérêt, c'est de se mettre à étudier notre milieu, milieu géographique, milieu économique, de favoriser de toute manière les initiatives qui ont pour objet d'en révéler les virtualités pour le plus grand bénéfice de la population tout entière. L'État a déjà pris certaines mesures : inventaire des ressources naturelles, Office des Recherches Économiques, Office des Recherches Scientifiques. Le moins qu'il puisse attendre c'est bien que notre bourgeoisie ne lui reproche pas d'avoir consacré à ces oeuvres les fonds publics. D'autres organismes se sont aussi mis au travail : universités, sociétés savantes, instituts de recherche, que l'on blâme volontiers de gaspiller ainsi leur budget, mais qui en fait accomplissent un travail d'une portée incalculable.

lable. Il est du devoir de notre bourgeoisie d'appuyer ces organisations, de les aider, au lieu de les critiquer voire de les dénigrer comme cela est arrivé, paraît-il, quelquefois.

Considérons maintenant le deuxième terme de notre proposition du début, à savoir, le caractère de la population ou les exigences du milieu humain.

La province de Québec est peuplée aux 4/5 de Canadiens français : fait, à notre avis, aussi capital que le fait physique lui-même. Prétendre organiser la vie économique et sociale de la Province sans tenir compte de cette présence, c'est s'engager dans une voie qui peut conduire n'importe où, sauf à la prospérité collective dont dépend celle des individus.

C'est pourtant ce qui a été fait. Ni plan d'ensemble, ni directives étudiées ; toute l'activité organisée en marge du fait canadien-français comme si celui-ci eut été sans exigences propres, socialement et politiquement inerte. Résultats : émigration aux États-Unis, puis congestion des villes, déchéance des classes moyennes, prolétarianisation des masses, puis chômage et enfin, paupérisme. Pouvons-nous nous attendre à autre chose ? Nous ne le croyons pas.

Il est quelques règles fort élémentaires, ou plutôt des constatations de faits qu'il nous semble opportun de dégager ici et que notre bourgeoisie, si elle veut s'acquitter avec intelligence de son rôle, devrait, nous semble-t-il, se graver profondément dans l'esprit.

1) La vie d'une nation, vie économique, vie sociale, vie politique doit être conçue et organisée de telle manière que cette nation conserve son héritage moral et spirituel, sa culture, ses formes particulières de civilisation, qu'elle s'épanouisse librement dans le sens de ses innéités. L'expérience - une expérience séculaire - démontre en effet qu'aucun pays ne saurait parvenir à la prospérité économique stable, durable, s'il organise sa vie matérielle à rebours des aptitudes fondamentales et au détriment des biens supérieurs, d'ordre intellectuel, culturel et moral de la population.

2) Les peuples pas plus que les individus ne sauraient tous exceller de la même façon dans le même domaine. Comme les individus, ils doivent tenir compte dans l'organisation de leur vie, de leurs aptitudes, de leur situation, de leurs moyens. Ceux qui professent que, sous prétexte de nous adapter, nous

devons copier les Américains et les Anglo-canadiens, leur emprunter et leur esprit et leurs méthodes, oublient la loi probablement la plus générale et donc la plus irréductible de l'humanité, savoir, la diversité : diversité des types et des génies, qui se traduit spontanément par la diversité des aptitudes et des modes de vie. Pas plus que pour un individu, la formule du progrès ne réside pour un peuple dans l'imitation servile des voisins. Il doit, au contraire, la chercher dans la culture intensive de ses virtualités propres, l'affinement de son génie particulier. Il peut sans doute s'inspirer de l'étranger, à la condition d'adapter, donc de repenser, de recréer pour lui-même ce qu'il lui emprunte.

3) Il est toujours dangereux de séparer dans les esprits ce qui ne se sépare pas dans la réalité, de considérer isolément telle ou telle catégorie de problèmes qui en fait s'enchaînent et forment bloc. Il faut les étudier en fonction les uns des autres dans leur mutuelle compénétration. Ainsi, c'est à tort qu'on parle du problème économique canadien-français. Un tel problème n'existe pas en soi. Mais il existe un problème canadien-français présentant un aspect économique. Cela revient à dire que la vie économique n'est pas à elle-même sa fin, mais qu'elle doit être organisée en vue d'un objectif supérieur : la conservation et l'épanouissement de la nation canadienne-française.

4) La fin qu'il faut assigner à la vie économique et sociale, ce n'est pas tant l'accumulation des richesses dans la société considérée comme un tout que l'équitable répartition des biens humains entre les membres de la société. Le meilleur état d'une société n'est pas celui où de gigantesques sommes superflues s'accumulent entre les mains d'un petit nombre, cependant que la pauvreté est le partage de la multitude, mais bien celui où, comme l'enseignait déjà Aristote, l'aisance moyenne est la règle, où la misère ne se fait sentir nulle part parce que tous les citoyens, quels que soient leur classe et leur milieu, sont admis par le travail à participer à la prospérité de l'ensemble. Règle de bon sens séculaire, qui assigne à la richesse son rôle véritable, celui d'auxiliaire et de serviteur et qui n'est ainsi que l'expression commune d'une vérité plus haute sur laquelle la crise qui sévit dans le monde depuis huit ans aura eu le bon effet de mettre une fois de plus l'accent, savoir la primauté des forces spirituelles sur les forces matérielles.

À la lumière de ces quelques règles élémentaires - nous pourrions en formuler d'autres - examinons le cas du Canadien français. La première question que nous avons à nous poser est celle de savoir ce que nous pouvons attendre de notre population, ce que nous pouvons exiger d'elle au moment où elle en est de son histoire. Quelles aptitudes spécifiques, quelles qualités de l'esprit et du tempérament doit-elle à son ascendance française ? dans quelle mesure ces trois siècles d'histoire canadienne ont-ils agi sur sa personnalité, sur ses dispositions d'esprit ?

Nous n'entendons pas nous engager dans une analyse détaillée du complexe psychologique de notre population - l'entreprise n'est pas sans risques et, au surplus, elle nous attirerait en dehors de nos cadres. Mais au point de vue qui nous occupe en ce moment, c'est-à-dire au point de vue de l'aptitude des Canadiens français à organiser leur propre vie matérielle, il est, outre les qualités générales d'intelligence, de logique, de solide bon sens qui caractérisent la race française, certaines qualités particulières de leur esprit et de leur tempérament que nous croyons nécessaire de rappeler.

1) L'habileté technique, la dextérité manuelle. Fait connu, nous dirions même universellement admis. De tous temps nos campagnards ont été à la fois agriculteurs, menuisiers, charrons, cordonniers, etc. Rarement il leur arrive de recourir à la main-d'œuvre spécialisée pour les travaux si divers de la ferme. Cette aptitude-là, on la retrouve d'une génération à l'autre dans tous les milieux et dans tous les groupes. Récemment encore le directeur de l'École Technique de Shawinigan, M. Crutchfield, se plaisait à reconnaître la grande facilité avec laquelle nos jeunes gens apprennent un métier.

2) L'esprit d'économie ou, si on le préfère, l'ingéniosité à tirer parti des moindres ressources. La vie a été dure pour nous : nous sommes partis de rien. Néanmoins, à force de travail et de simplicité de vie, nous avons réussi à amasser un certain avoir. Que nos épargnes n'aient pas toujours été judicieusement utilisées, c'est une autre affaire. Le fait reste que grâce à la pratique constante de l'économie le bas de laine s'est vite assez convenablement garni.

3) Ce qu'on appelle l'individualisme, trait foncier de l'esprit français, mais qui est plutôt, dans le cas présent, le souci, voire la passion de l'indépendance. Ce tour d'esprit a marqué profondément notre ancien régime social. Il persiste parmi nous sous sa forme, nous dirons la plus fruste, qui est le refus de coopérer. Il n'a pas atteint ce degré d'affinement où il deviendrait source d'initiative et principe d'originalité.

4) En revanche, et comme pour contrebalancer l'individualisme, une sorte de sens inné, une acceptation pour ainsi dire spontanée de l'autorité et de la hiérarchie dans la famille, la société, l'État. Les Canadiens français aiment à être gouvernés - disposition d'esprit qu'un certain monsieur confondait assez drôlement il y a quelques semaines avec le fascisme.

5) La vocation terrienne ou tradition paysanne. La paysannerie est une constante de notre histoire, affirme M. l'abbé Groulx. Les premiers colons ont été recrutés dans des milieux héréditairement paysans, et cela, à la fin expresse de doter le Canada d'une population de terriens. Cette qualité persiste en nous, comme en témoignent notre attachement à la terre, ainsi que les pressions qui en tout temps, mais surtout aux époques de crises, s'exercent sur les pouvoirs publics en faveur de la colonisation. Nos compatriotes anglo-saxons n'agissent pas de même ; ils ne comprennent même rien à notre attitude.

6) Enfin, un certain goût de l'aventure. Nos ancêtres ont été de grands aventuriers. Ils ont accepté les risques de l'émigration vers un continent sauvage et, à peine installés, ils se sont laissés entraîner les uns aux explorations lointaines, la plupart à la course des bois. Il subsiste quelque chose en nous, et une plus forte dose qu'on ne serait peut-être porté à le croire, de cet esprit d'aventure, ainsi qu'en témoigne la facilité avec laquelle notre population se déplace. Cette acceptation spontanée du risque est une force, si elle est domptée et canalisée.

Or tout au long du régime français, la politique économique de la colonie, surtout celle qu'inaugure avec tant d'ampleur Jean Talon, vise à utiliser au maximum ces qualités dominantes, ces aptitudes de la population. Qu'on se rappelle, si l'on veut bien, comment le premier intendant ordonne l'activité économique du pays, organise la conquête du sol, règle les dispositions du régime seigneurial, suscite des industries de manière à ce que chaque famille et en définitive la colonie tout entière subvienne à ses besoins ; comment il protège la famille, réglemente la production et le commerce, stimule le développement des métiers et des arts industriels. Dans un milieu physique et économique donné, l'intendant cherche à utiliser à plein les hommes établis autour de lui.

Mais si à tout prendre nous pouvons dire que nos gens ont conservé l'essentiel des qualités qui caractérisaient les anciennes générations, pouvons-nous soutenir que trois siècles d'histoire canadienne ont été sans influence sur eux, n'ont modifié en rien leur tour d'esprit, leurs goûts, leur conception de la vie sociale, voire même de la vie tout court ? Ce serait pour le moins hasardeux. Car un peuple ne traverse pas l'existence qu'a connue le nôtre, avec ses épreuves et ses revers, sans en garder des traces sinon toujours dans sa personnalité profonde, du moins dans ses dispositions d'esprit.

Nous sommes certes loin d'admettre la prépondérance du déterminisme géographique et économique dans l'évolution des sociétés humaines. Dans ses attributs essentiels, par les sommets, l'homme est identique à lui-même, à toutes les époques et sous tous les climats. Il obéit à des lois autres que celles de la nature, d'un ordre plus élevé. Mais il faut tout de même reconnaître que

dans sa partie matérielle, la société humaine entre dans le mouvement d'universel déterminisme, qu'elle "subit profondément les influences du climat, du sol, du sous-sol et des genres de vie qu'ils déterminent." Le milieu exerce donc sur l'homme une influence certaine, inévitable, et c'est ce qui explique qu'à la longue les sociétés se différencient et qu'apparaissent des types sociaux dont les aspirations économiques, politiques, culturelles se distinguent plus ou moins nettement de celles des populations voisines.

Les choses ne se sont pas passées autrement chez nous. Il y a le milieu physique d'abord, le sol, le climat, dont l'influence a eu sans doute du bon et du mauvais ; puis le milieu économique, celui que nous avons décrit dans la première partie de ce travail et qui n'a pas pu ne pas déterminer une certaine adaptation des aptitudes fondamentales de notre population. C'est ainsi, par exemple, que sans perdre leur tradition terrienne, les Canadiens français sont devenus sinon forestiers, du moins bûcherons. À s'attaquer à la forêt pour la repousser d'abord, pour l'exploiter ensuite, ils en ont pris le goût, voire la passion - à un point tel que dans bien des régions on dénonce l'industrie forestière comme une entrave à l'agriculture. Et cela tout simplement parce que les colons et les agriculteurs sont en quelque sorte tiraillés par deux inclinations. celle de la terre et celle de la forêt. De même les pêcheurs de la Gaspésie sont pour un bon nombre descendants d'agriculteurs du Bas Saint-Laurent. Ils se sont adaptés à leur nouveau milieu.

Il y a enfin le milieu social et politique dans lequel notre population a vécu depuis le lendemain de la conquête. Nous ne rappelons que les faits les plus connus, ceux qui ont eu l'influence la plus certaine sur notre situation et notre état d'esprit.

1) La guerre prolongée, la crise financière, et la conquête avaient ruiné la population et l'avaient refoulé vers la terre comme vers son principal, autant dire son unique moyen de subsistance. Durant des générations, notre peuple n'a eu rien ou virtuellement rien à faire à la direction du commerce, de l'industrie. Il a été ainsi écarté des sources principales de la richesse. Conséquences : pauvreté persistante et perte graduelle des traditions industrielles et commerciales que ne sauvegarde pendant longtemps que la pratique des métiers et des arts domestiques.

2) À partir de 1790, la politique des terres et l'absence complète de politique de colonisation provoquent une véritable accumulation de la population dans les vieilles paroisses. On ne sait que faire ni où aller. Dans la même période, les États-Unis, émancipés de la politique coloniale anglaise, commencent leur industrialisation. Incapables de s'établir chez eux, attirés d'autre part par la diversité des emplois et des modes de vie qui ne cessent de se multiplier

outré-frontière, nos gens se mettent à s'en aller -c'est l'émigration américaine, qui nous a enlevé un million des nôtres.

38

Cinquante ans plus tard, le Canada est à son tour soustrait en bonne partie à la politique coloniale de la Grande-Bretagne. La construction des chemins de fer et la politique nationale de Sir John MacDonald déterminent l'essor des villes. La même situation persistant dans les campagnes, le mouvement d'émigration aux États-Unis sans se ralentir s'aggrave du mouvement d'émigration vers les villes-et c'est le renversement du rapport ville-campagne, qui est à l'origine de la plupart de nos problèmes sociaux.

3) Durant une longue période de notre histoire, les luttes politiques absorbent l'essentiel de nos énergies. Y a-t-il lieu de s'étonner si, en un temps où les questions économiques et sociales n'accaparaient pas comme aujourd'hui, et cela nulle part dans le monde, l'attention des chefs d'État et des foules, nos gens aient pris l'habitude de centrer en quelque sorte leur vie sur la politique et si, d'une génération à l'autre, cette habitude s'est aggravée jusqu'à devenir une attitude spontanée des esprits - la politicomanie ? L'étonnement est d'autant moins de mise à notre avis que, nous le rappelions il y a un instant, notre population attendait volontiers, en économique comme dans les autres domaines de son activité, la haute direction des chefs politiques.

4) Et surtout à partir de la conquête, nos institutions politiques, sociales, et pour une partie juridiques nous sont imposées de l'extérieur. C'est un fait sur lequel on n'insiste pas beaucoup, mais qui nous paraît être l'un des grands malheurs de notre existence. On l'admettra volontiers si l'on veut bien se rappeler, d'une part, que dans leur inspiration doctrinale les institutions nouvelles étaient en contradiction avec notre tour d'esprit particulier, avec ce qui avait constitué jusque-là et constitue toujours l'essentiel de notre éducation, et d'autre part, qu'elles nous étaient imposées en un moment où nous étions hors d'état de porter sur elles, ainsi que sur les principes qui les inspiraient, un jugement éclairé.

a) Nous aimons à redire que nos gens sont vite passés maîtres dans le maniement des institutions parlementaires, jusqu'à en remonter très tôt, paraît-il, aux Anglais eux-mêmes. C'est un titre de gloire comme un autre. Mais voici le revers de la médaille. Cependant que les Anglais, opportunistes par tempérament, peu soucieux de logique et désireux avant tout de traiter des affaires, se rallient volontiers autour du gouvernement élu et, quelle que soit son étiquette, collaborent avec lui, de façon à en obtenir le maximum, nos

compatriotes, logiques jusque dans leurs défauts, continuent la lutte par parti-sannerie politique et transforment ainsi notre existence en une perpétuelle bataille électorale.

La monarchie française, si l'on veut bien se le rappeler, n'admettait le parlement qu'à titre consultatif. Nous avons hérité d'une conception autoritaire, hiérarchisée de la politique ; et cette conception qui cadrerait avec notre formation religieuse et sociale, avait le bon effet de contrecarrer la tendance de notre tempérament à l'individualisme et à l'indiscipline.

Le parlementarisme anglais, dont l'idée maîtresse est toute différente, conjugué avec la démocratie, a renversé cela. Et nous avons alors assisté à cet étrange phénomène de gréganisme d'un peuple enclin par tempérament à l'individualisme et qui pourtant s'embrigade dans deux grands partis politiques à cadres permanents et assez forts pour réabsorber toutes les coteries qui d'aventure apparaissent sur leurs confins - partis politiques à la conservation et au triomphe desquels il ira jusqu'à sacrifier ses intérêts les plus évidents. C'est l'esprit de parti, que le suffrage généralisé a répandu jusqu'aux couches inférieures de la société, et dont on ne dira jamais assez tout le mal qu'il nous a causé.

b) Et les institutions sociales ? Léon Gérin a décrit ce qu'était la société canadienne-française d'autrefois : une simple juxtaposition de familles autonomes ou quasi autonomes vivant sur des domaines pleins, qu'elles tendaient sans cesse à arrondir en vue de se soustraire dans toute la mesure du possible aux dépendances sociales – celle du commerce comme les autres. Chaque famille vivait dans une sorte de repliement sur elle-même, n'entretenant avec les autres que des relations de simple voisinage, d'un rayonnement forcément limité. Cela avait certes des avantages, entre autres celui de développer à l'extrême la solidarité familiale. Mais cela avait l'inconvénient très grave de laisser la famille à ses seules ressources, comme isolée au sein de la société et donc, de ruiner dans le principe toute espèce de solidarité sociale.

Brusquement, à la fin du dernier siècle, des influences extérieures, celles du grand commerce, de la grande entreprise, ont ébranlé, puis disloqué le vieux régime social. Or à la famille traditionnellement nombreuse, quelle forme de subsistance s'est offerte pour remplacer l'exploitation directe dont elle avait vécu jusque-là, et qui avait même fait sa force ? Le salariat, c'est-à-dire une formule individualiste par définition. Que devient la famille sous le régime nouveau ? Une charge, et d'autant plus lourde qu'elle est plus nombreuse, alors que sous le régime de l'exploitation directe d'autrefois elle était très tôt une richesse. Et pourtant rien n'a été tenté en vue de ménager la transition. Notre législation est essentiellement individualiste : rien qui ne prévoit le cas de la famille, ni dans la législation fiscale, ni dans la législation

qui régit l'exploitation des ressources, ni même dans celle qui régit l'enseignement et les autres institutions sociales. Cela n'explique-t-il pas bien des choses ?

c) Dans le domaine voisin de l'économique que voyons-nous ? Les institutions économiques d'inspiration libérale sont en définitive ordonnées au triomphe du plus fort et du plus riche. Or pour toutes espèces de raisons que nous avons énumérées et pour d'autres encore que nous n'avons pas soulignées, nous étions les plus faibles et les plus pauvres. N'était-il pas fatal dans ces conditions que nous fussions relégués à l'arrière plan ? Que nous a valu, par exemple, l'industrialisation rapide, désordonnée de la Province depuis la fin du dernier siècle ? Une poussée soudaine de soi-disant prospérité économique plus que largement compensée - nous sommes à même de le constater aujourd'hui - par la désagrégation sociale. N'étant pas de ceux qui par leurs aptitudes, leurs moyens financiers ou autres, par leur situation pouvaient bénéficier d'une si brusque transformation de notre économie, nous étions de ceux qui devaient en souffrir. Cela n'a pas manqué !

d) Et que dire de la misère prolongée de notre enseignement ? Nous sommes tous fils, petits-fils, ou arrière petits-fils d'ignorants, voire d'illettrés. Nous avons été emportés dans un courant d'idées universelles, en un moment où notre formation intellectuelle ne nous permettait pas plus de juger de ces idées, que notre situation politique et sociale ne nous permettait de rejeter les institutions qu'elles inspiraient. Ballottés, d'une part, par des événements qu'il n'était pas dans nos moyens de dominer ; soumis, d'autre part, à des institutions politiques et sociales d'une inspiration différente de nos conceptions héréditaires et auxquelles il nous était impossible d'échapper ; plus mal placés que n'importe quel autre peuple, faut-il s'étonner si nous avons subi plus cruellement que les autres, dans notre vie et dans notre esprit, les conséquences d'un régime à la révision duquel le monde sent aujourd'hui le besoin de procéder.

Notre école n'a pas été à la hauteur. Notre politique non plus. Ne l'oublions pas, toutefois, la politique et l'enseignement ce sont les hommes qui les font et les hommes ne donnent que ce qu'ils ont reçu. Or, qu'avaient-ils reçu les hommes de chez nous, à qui de génération en génération depuis un siècle nous avons confié la mission de former notre jeunesse et de diriger notre vie collective ? Ils étaient comme la multitude de leurs compatriotes, des produits de leur époque et de leur milieu historique, social et intellectuel. L'éducateur, plus averti que les autres, qui aurait entrepris d'inculquer à ses élèves des principes contraires aux idées généralement reçues, mettons, le sens de la solidarité nationale et des responsabilités sociales, l'ambition de travailler au relèvement économique de notre peuple en vue de son ascension nationale ;

l'homme politique qui aurait prêché les mêmes idées ne se serait-il pas placé en quelque sorte en marge de l'opinion commune et exposé aux accusations les plus inattendues ? Dès lors que le libéralisme individualiste saturait l'atmosphère et, à leur insu, pénétrait les esprits, on ne pouvait guère s'attendre dans un domaine ou dans l'autre à autre chose que la neutralité.

On nous fera peut-être remarquer qu'à la fin du dernier siècle notre situation économique n'était pas si mauvaise que cela, qu'elle était même assez bien proportionnée à notre importance numérique. Et c'est juste ! Mais tout cela s'était bâti en quelque sorte au hasard, sans vues d'ensemble, sans idées directrices. Loin d'imposer nos cadres sociaux, nous nous faisons violence pour entrer dans ceux qu'une minorité édifiait chez nous. Tant que la vie économique s'est développée à un rythme normal, assez bien accordé à nos progrès dans les autres domaines, nous n'en avons pas trop souffert. Nous en avons même profité dans une certaine mesure comme le pauvre bénéficie de relations habituelles avec les riches. Mais un jour le rythme s'est accéléré : la tourmente économique déchaînée aux États-Unis a déferlé sur notre province. Elle nous a surpris dans un état complet d'impréparation intellectuelle et morale. Nous avons été bousculés, puis dépassés, puis finalement réduits à la vassalité. Nous avons vendu nos entreprises les unes après les autres, cédé nos biens sans le moindre souci du sort que nous préparions ainsi à notre collectivité. Et ce qui illustre le mieux notre état d'esprit à l'époque, c'est que nous étions convaincus que c'était cela le progrès.

On se demande peut-être à quoi nous voulons en venir avec ce retour en arrière, ce rappel de faits de l'histoire contre lesquels nous ne pouvons rien ? Tout simplement à tâcher de définir les virtualités de notre milieu humain, de faire comprendre ceci, qu'aux Canadiens français comme nous les voyons aujourd'hui dans nos campagnes et dans nos villes, il est certaines choses que nous pouvons demander, certaines autres qu'il n'est pas à propos de leur demander, certaines autres enfin que nous ne pourrions probablement jamais obtenir d'eux. Exige-t-on d'un individu qui a toutes les aptitudes voulues, mettons pour les arts, qu'il s'adonne à la médecine, devienne une lumière du monde médical ? On n'y songerait même pas. Pourquoi demandons-nous à un peuple de refouler sa personnalité, de renoncer à ses aptitudes innées ou acquises, d'en acquérir de nouvelles tout simplement parce qu'il doit se plier à des cadres économiques et sociaux préparés par et pour d'autres que lui.

À quoi bon de prêcher la croisade ? Ce qui importe, c'est le degré d'aptitude de la société à assimiler ce qu'on lui enseigne. Or de cela, nous n'avons pas,

à notre avis, tenu suffisamment compte. Nous avons demandé à nos gens de faire comme les Américains, de faire comme les Anglais, de faire comme ceux-ci et comme ceux-là - jamais ou presque jamais comme eux-mêmes. Nous avons multiplié les conseils, les incitations, les avertissements, les remontrances : nous en sommes encore à leur offrir un programme d'action adapté à leur taille, proportionné à leurs moyens. Voilà l'explication principale du peu de retentissement de nos campagnes soi-disant d'éducation économique.

De tout cela, il s'ensuit que le premier devoir de notre bourgeoisie, c'est de reconnaître qu'elle en a un - ce dont nous ne sommes pas sûr qu'elle se soit jamais convaincue - et son second devoir, corollaire du premier, c'est d'essayer de comprendre notre milieu humain, la population qu'elle a pour mission d'éclairer, de guider, de diriger. Sans cela, rien à attendre d'elle, aucune résonance à espérer à ses enseignements, à ses objurgations.

Or comprendre notre population, ce n'est pas lui proposer en matière économique n'importe quoi formulé en des termes qui conviendraient à n'importe qui : c'est lui proposer les formes d'activité que réclament en quelque sorte ses aptitudes et que conditionnent ses moyens - comme on propose à un individu la profession ou le métier qui lui convient, compte tenu de toutes les circonstances de sa vie. Il suffit en somme de choisir celles qui correspondent à l'utilisation la plus complète des qualités et des aptitudes que nous lui avons reconnues il y a un instant.

1) Expansion agricole - au sens de mise en valeur de nos terres inoccupées, selon un plan de colonisation méthodique entièrement renouvelé des vieilles formules, et appuyé sur une classification préalable de nos sols. Et cela en vue, d'une part, d'utiliser au maximum la vocation terrienne de notre population et, d'autre part, d'accroître nos effectifs ruraux, réserve permanente des forces physiques et morales de toute société, de la nôtre encore plus que de toute autre, puisque notre avenir est intimement lié à l'accroissement de notre nombre et donc, à la préservation de nos sources de forces vives. - Au sens aussi d'adaptation de nos cultures aux exigences du milieu physique et économique : sol, climat et marché ; d'amélioration des méthodes de culture, d'augmentation des rendements, de diversification de la production, etc. Bref, tout le problème agronomique avec ce qu'il suppose de recherches économiques et scientifiques. Cela paraît contredire ce que nous avons dit en commençant de l'exiguïté relative de notre domaine agricole et de l'avenir industriel de la Province. La contradiction n'est qu'apparente, puisque, si modeste qu'il soit par rapport à l'ensemble de la Province, notre domaine cultivable est néanmoins important et qu'ainsi, comme nous l'avons déjà noté, l'agriculture demeurera toujours un facteur considérable de notre activité économique. De plus, ce domaine n'est qu'au tiers ou à moitié occupé et d'ici à

ce que toutes nos terres soient mises en valeur, une politique d'établissement agricole s'impose.

2) Réorganisation de l'industrie forestière, plus exactement du mode d'exploitation de nos forêts. Et cela en vue des trois objectifs suivants : appuyer solidement l'agriculture en comblant de façon rémunératrice la morte-saison agricole ; permettre la mise en valeur des sols de deuxième classe, dont l'exploitation introduirait dans la vie des familles un élément permanent de sécurité et de stabilité, mais ne saurait seule leur assurer des conditions de vie convenables ; enfin, régulariser les coupes et préserver le capital forestier tout en assurant à l'industrie de transformation son approvisionnement normal de matière première. L'exploitation forestière ainsi comprise répondrait à la deuxième grande aptitude de notre peuple qui est comme le prolongement de sa vocation terrienne : son habileté reconnue pour le travail en forêt.

3) Encourager la création des industries fondées : a) sur les ressources agricoles, celles que nous produisons déjà et celles que l'expérimentation nous permettra éventuellement de produire ; b) sur les ressources forestières : nous le répétons, nous nous refusons à croire que nos forêts n'ont d'autres raisons d'être que l'approvisionnement des Américains en papier-journal ; c) sur les autres ressources, comme la pêche si pitoyablement négligée chez nous, et les minéraux que nous nous contentons de vendre à l'état brut. Encourager d'une façon toute particulière ce que nous appellerions l'industrie artisanale qui, branchée si nous pouvons dire sur l'hôtellerie et le tourisme, offrirait des occupations nombreuses et rémunératrices. Toute cette partie du programme agencée de façon à utiliser le plus complètement et le plus intelligemment possible les aptitudes manuelles et techniques de nos gens et de préparer leur ascension industrielle. Il serait fort opportun aussi de réhabiliter le travail manuel trop généralement considéré dans la bourgeoisie comme une déchéance. Un bon artisan ne vaut-il pas autant qu'un homme de profession médiocre ou raté ?

Un pareil programme d'expansion industrielle ne saurait aller toutefois sans organismes à la fois complémentaires et coordinateurs. Le gouvernement de la Province, nous l'avons dit, a mis sur pieds un Service de recherche économique et un Office de recherche scientifique qui assumeront le gros de la besogne de déblayement. Ces deux organismes devraient être complétés par des institutions subsidiées au besoin par l'État, mais confiées à l'initiative privée. a) Un service de renseignements techniques qui procurerait aux petits industriels, aux initiateurs d'entreprises, les avantages que seules les grandes entreprises disposant de ressources financières considérables, peuvent à l'heure actuelle s'assurer sous forme de conseils techniques, administratifs, financiers et commerciaux ; b) un crédit industriel ayant pour objet de

canaliser les capitaux vers les entreprises existantes qui ont besoin de nouvelles finances, ou les entreprises nouvelles offrant des garanties suffisantes mais trop petites pour recourir à l'émission de titres sur le marché financier. L'une des grandes difficultés de la petite et de la moyenne industrie c'est de se procurer le capital de départ. Une tentative d'organisation faite il y a une couple d'années n'a malheureusement pas réussi. Il ne faut pas abandonner le projet.

4) Protection de l'épargne et des institutions qui ont pour fin d'en assurer la fructification. En particulier, aménagement de l'épargne de façon à ce qu'elle soit canalisée vers nos oeuvres économiques, industries, commerce, etc. Notre peuple, avons-nous dit, a l'esprit d'économie. Si à toutes les époques il a su garnir convenablement le bas de laine, il n'est pas parvenu pour des raisons nombreuses qu'il est inutile de rappeler, à se constituer une grande fortune liquide, ni à se mettre en état de faire appel largement au capital étranger. Ce serait déjà un énorme point de gagné que de lui apprendre à utiliser de la manière la plus fructueuse ses épargnes, à les faire servir à l'édification de son organisme économique. Placés comme nous le sommes, la protection et l'aménagement rationnels de l'épargne ont une importance encore plus grande que pour n'importe quel autre peuple.

5) Favoriser la multiplication de groupements à fin économique comme les chambres de commerce, à fin mixte, à la fois économique et sociale, comme les coopératives, à fin sociale, intellectuelle et morale comme les associations professionnelles. Et cela, en vue : 1) de réprimer nos tendances foncières à l'individualisme, en suscitant surtout chez les jeunes générations l'esprit de solidarité, de large collaboration, absolument indispensable à notre relèvement économique ; 2) de reconstituer les cadres sociaux que la destruction du vieux régime communautaire a fait disparaître, créant ainsi les conditions nécessaires à l'épanouissement de la solidarité familiale de l'ancien régime en une large solidarité sociale qui sera au fondement du régime nouveau. Rappelons-nous que c'est le seul moyen de déterminer nos gens à se détacher du parti politique dans lequel ils se sont embrigadés par souci de sécurité et dont ils ne sortiront pas, quelques remontrances qu'on leur fasse, tant que des cadres sociaux n'auront pas été édifiés pour les recevoir.

6) Surtout renouer les traditions industrielles et commerciales perdues ou affaiblies au cours de notre histoire. C'est peut-être là le point le plus important du programme de notre bourgeoisie, car c'est celui à la réalisation duquel elle peut travailler le plus directement. Ce qui fait la puissance économique de certaines vieilles nations qu'on nous donne souvent en exemple, ce sont précisément ces longues traditions qui se perpétuent d'une génération à l'autre et qui font de telles ou telles familles de véritables dynasties économiques, les

points d'appui les plus solides de l'organisation matérielle de ces nations. Nous en connaissons tous chez nos compatriotes anglo-canadiens. Mais elles sont infiniment rares chez nous. Ou bien nous avons vendu nos entreprises, ou bien les fondateurs n'ont pas su se préparer des successeurs, et leur oeuvre a disparu. Nous nous sommes préoccupés de créer, très peu de conserver. Aussi sont-elles assez peu nombreuses les familles où les enfants s'initient aux affaires en même temps qu'ils s'initient à la vie. Pour nous former des commerçants, des industriels, des financiers, nous nous en remettons entièrement à l'école -c'est-à-dire à des gens qui par leurs origines, leurs fonctions, leurs caractères manquent d'une bonne partie de ce qu'il faut pour donner une telle formation à la jeunesse.

Ajoutons que ces traditions commerciales, industrielles et financières se confondent généralement avec ce que nous appellerions l'apprentissage de la fortune. Nos fils de famille, sauf très louables exceptions, se croient, parce que riches, dispensés de travailler et tenus de gaspiller. Nos fortunes ont une existence éphémère ; elles sont extrêmement rares chez nous les familles où on est riche de père en fils.

Au contraire, dans les familles de commerçants, d'industriels, de financiers où on a le souci de la continuité, les fils grandissent dans l'aisance, avec l'idée que c'est le devoir des enfants de continuer et de parfaire l'oeuvre du père. Ils ne gaspillent ni leur argent, ni leur temps, mais consolident l'acquis et en assurent la perpétuité.

Et ainsi de suite, le long de la même ligne jusqu'à l'édification complète d'un organisme économique et de cadres sociaux moulés en quelque sorte sur notre peuple, sa personnalité, son caractère. L'organisation économique qui sortira d'un tel effort ne sera pas semblable à celle qu'Anglo-canadiens et Américains ont édifiée chez eux : elle la vaudra ; elle ne déterminera peut-être pas l'accumulation de vastes fortunes particulières ; elle assurera une sorte d'aisance largement diffusée dans toutes les classes, un minimum de sécurité sociale que nous sommes loin de connaître aujourd'hui ; elle ne suscitera peut-être pas chez nous des géants de la finance et de l'industrie ; elle multipliera les petits et moyens patrons et utilisera au maximum les aptitudes traditionnelles de notre peuple.

Mais on le devine bien, au bout de cette ligne on rencontrera l'homme, l'homme et la famille, l'homme et l'école, bref, le problème de l'éducation. Partant ainsi de l'économie, nous débouchons dans le social et dans le national et par ceux-ci dans l'humain. Notre peuple, nous le craignons, n'est pas à la hauteur de ses problèmes ; nous ne parviendrons à lui refaire une vie distincte, autonome, progressive que si nous lui refaisons des hommes qui assumeront les risques et les avantages d'une si grande aventure.

Le rôle de la bourgeoisie, il est là, et son avenir aussi. Qu'elle s'y refuse et elle se refuse à elle-même l'existence. Nous connaissons des bourgeois canadiens-français plus ou moins cossus, plus ou moins puissants, nous ne connaissons pas de bourgeoisie canadienne-française.

II

La bourgeoisie et la culture

par M. Victor Barbeau

[Retour à la table des matières](#)

La deuxième conférence du Congrès était sous la présidence d'honneur de Me Antonio Perrault, professeur à l'Université de Montréal.

M. Daniel Johnson, président de l'Association générale des Étudiants de l'Université de Montréal, a présenté le conférencier.

En admettant que nous ayons une mission providentielle, ce qui me paraît pour le moins présomptueux, il n'échappera à aucun d'entre vous, j'en suis sûr, que ce dessein mystérieux ne saurait se réaliser de lui-même ou par la seule magie enchanteresse de notre éloquence. Si mission il y a, elle ne peut s'accomplir qu'avec notre concours, notre action. En conséquence, quelle sera donc celle-ci ? La réponse est aussi diverse que sont nombreux les domaines économique, social, intellectuel, qui s'ouvrent à notre activité, l'appellent, la sollicitent. Domaines que nous pouvons considérer isolément, que nous devons même étudier chacun à part, méthodiquement, objectivement, si nous voulons les approfondir, mais dont la réunion constitue l'horizon de notre vie et dont la réunion seule peut nous fournir, en même temps qu'une vue, un plan d'ensemble.

jusqu'ici, et c'est assez humain, nous nous sommes surtout, sous la pression de la crise, préoccupés de l'aspect matériel de notre existence. La chose n'a rien qui nous étonne lorsqu'on songe au degré de pauvreté qui est le nôtre. L'estomac a faim, et il n'est que logique que ce soit d'abord sa voix que nous ayons entendue. Me faudra-t-il pourtant vous rappeler que l'homme, même en Amérique du Nord, n'est pas qu'un organe digestif ? Personne d'entre vous n'ignore qu'il a d'autres faims, d'autres soifs que celles que l'on apaise avec des conserves et des eaux gazeuses. Sans être partant, aussi vives, aussi pressantes, cette faim et cette soif sont néanmoins le signe auquel on reconnaît qu'un peuple a dépassé le stage primitif de la croissance. Parallèlement à nos besoins physiques, nous devons pourvoir à nos besoins intellectuels, spirituels. C'est précisément l'objet de cette causerie de vous indiquer, oh ! très succinctement, de quelle manière, dans quelle mesure et pour quel idéal. Avant toutefois d'en venir là, je crois opportun, voire nécessaire, de préciser certains termes, de rafraîchir certaines définitions afin que, sachant d'où nous partons, nous sachions avec autant de certitude vers quoi nous nous dirigeons.

Il y a un peuple canadien d'expression française, lequel peuple se répartit à son tour en différents groupes. Ces groupes portent le nom de classe. Le mot n'en est pas un qui me plaise. Il rappelle trop, en effet, les divisions douloureuses qui séparent les hommes, les dressent les uns contre les autres dans leur poursuite du bonheur. Quelque chargé d'hostilité ou de haine qu'il soit, le mot correspond cependant à une chose concrète, tangible, mesurable. Il n'est pas un jugement de valeur, une appréciation. Il est, au contraire, un jugement de réalité, c'est-à-dire la simple constatation d'un fait social. Il n'est pas non plus, bien que certaines idéologies tendent à le faire croire, une invention de l'égoïsme humain, une création arbitraire, artificielle. Ce ne sont pas les hommes qui ont créé les classes, elles sont nées spontanément des conditions, des exigences de la vie en commun. Ne les retrouve-t-on pas d'ailleurs à tous les échelons de la vie : dans le règne animal, dans le règne végétal et dans le règne minéral, comme une manifestation spontanée de l'ordre, de la hiérarchie ? Partout les êtres humains se réunissent selon leur origine, selon leurs fonctions, selon leurs affinités. On ne peut rien contre. Ces groupements ont hélas ! je le sais, soulevé des récriminations. Dénaturés, faussés, ils sont même devenus, par l'esprit destructeur juif, un ferment de guerre sociale. Cela ne change rien à leur principe, pas plus que cela ne porte atteinte à leur légitimité. Il n'y a pas d'égalité dans la nature ; il ne saurait y en avoir davantage chez les hommes. Chacun reste libre de s'élever ou de s'abaisser. Mais vouloir ériger l'égalité en dogme, en faire la condition de notre bonheur est un affreux mensonge. On n'obtiendra jamais que les hommes soient interchangeables, qu'ils aient le même poids moral, la même utilité sociale et la même valeur intellectuelle. Aucun des philosophes du XVIII^e siècle, auxquels on rattache cette doctrine, n'a jamais eu l'idée qu'ils pussent atteindre à une pareille uniformité. Par ce mot d'égalité, qui sert aujourd'hui d'armature aux théories

socialistes et communistes, ils entendaient simplement la négation des privilèges injustifiés. Or, en admettant que ceux que procure l'argent le soient trop souvent, est-ce bien le cas de ceux de l'intelligence, de l'âme et du cœur ?

Que l'on s'efforce de supprimer les premiers, c'est-à-dire tout ce qui ne repose que sur l'argent et tout ce qui n'est considéré qu'en fonction de l'argent, est une mesure indispensable au maintien de la paix sociale et, de plus, une mesure conforme à la justice divine. Condamner et corriger certains abus ne signifie point faire table rase de tous les privilèges. Ceux de la grandeur intellectuelle et morale, pour m'en tenir à ceux-là, survivront à toutes les mesures dont on pourrait essayer de les frapper. Avec quelques autres, ils sont, d'une façon générale, mais non exclusive, il s'en manque, l'héritage, l'apanage de la bourgeoisie. Et c'est parce qu'il en est ainsi que celle-ci, petite ou grande, a toujours été un si puissant facteur de civilisation. Il serait donc absurde de vouloir la niveler sous prétexte que son existence est une provocation à l'inimitié des classes laborieuses. D'où qu'elles procèdent, il y aura sans cesse des inégalités parmi nous et, conséquemment il y aura, reconnus ou non, des groupements naturels, caractérisés par des habitudes, des goûts, des tendances, des idéaux divers et multiples.

Il n'y a donc rien de blessant pour les autres classes que la bourgeoisie prenne conscience de son rôle, veuille s'éclairer sur ses droits et ses responsabilités. Décidée à prendre position devant la vie, s'affirmer par la pensée, s'imposer par des actes, elle tient depuis hier soir ses premières assises dans l'histoire du Canada français. Elle ne néglige point pour cela les besoins et les intérêts des classes laborieuses, elle ne cherche pas à se renforcer en affaiblissant autrui. Son congrès n'en est pas un de l'arrivisme bourgeois, encore moins est-il un simulacre d'examen de conscience dont l'objet inavoué servirait à masquer la frivolité de trop de ses membres. Au contraire, il marque l'affirmation d'une volonté désireuse de se retremper dans la réalité. Quel que soit l'avenir de notre bourgeoisie, le sort de tout notre peuple y est lié. Si elle parvient à se ressaisir et à exercer le rôle qui, naturellement, est le sien, rôle de guide, rôle de chef, c'est tout le peuple du Canada français qui en bénéficiera.

Reconnaître le bien-fondé, la légitimité, la nécessité même d'une classe bourgeoise ne serait cependant qu'une vaine parade si on n'y rattachait tout de suite des devoirs qui correspondent à son état. Dans tous les pays, ou peu s'en faut, l'on attribue le chaos des temps présents à la défection, à la trahison de l'élite. C'est parce que ceux qui avaient quelque chose à dire, un conseil un avertissement à donner, des précisions à fournir, des erreurs à dénoncer se sont tus, par crainte ou par inconscience, que la foule a perdu le sens de l'équilibre. La connaissance, le savoir, quelque modestes, quelque menus qu'ils soient, confèrent des obligations civiques. Il n'existe pas de zone neutre dans la société. Chaque classe, a des devoirs très nets, spécifiques. Quels sont ceux de la bourgeoisie ? La question est d'autant plus importante que pendant

longtemps, chez nous aussi bien qu'ailleurs, les bourgeois ont cru qu'il leur suffisait de vivre pour justifier leur existence. La crise est venue qui, heureusement, a dissipé cette illusion. Quoiqu'on ait mis du temps à l'accepter, personne ne conteste aujourd'hui cette vérité selon laquelle celui qui a du bien n'est pas libre d'en user et d'en abuser à sa fantaisie. En plus des prescriptions de la charité, il y a des prescriptions sociales fondées sur la solidarité, l'interdépendance qui nous commandent de nous occuper de notre prochain. Ceux qui dans le domaine matériel ont beaucoup reçu sont tenus de donner beaucoup. De la même manière, et pour des raisons analogues, ceux qui possèdent des connaissances intellectuelles, les richesses spirituelles ne sont pas de ceux que l'on garde, que l'on stérilise dans des voûtes. Ils forment un héritage commun et tous, quelle que soit l'utilisation qu'ils veuillent en faire, doivent y avoir accès. C'est d'ailleurs par cette distribution, par ce partage sans cesse renouvelé et sans cesse renouvelable que la civilisation s'accroît. Quiconque entre en possession de quelques parcelles de vérité doit les répandre dans la foule. Et la réunion de tous ceux qui portent en eux un peu de lumière constitue ce qu'on appelle l'élite. Bien entendu, la bourgeoisie n'a pas le monopole de l'élite. L'histoire nous apprend que plusieurs, qu'un très grand nombre de ceux qui ont aidé à l'avènement du progrès venaient de classes plus modestes, sortaient des rangs des ouvriers ou des paysans. Il n'en reste pas moins qu'étant donné tous les moyens dont elle dispose, tous les avantages dont elle jouit, la bourgeoisie est le réservoir naturel des forces vives de la nation. À défaut de fournir toute l'élite, il est logique qu'elle en prépare au moins une bonne partie. D'où découlent deux devoirs, ceux précisément dont je me propose de vous entretenir. Comment fournir cette élite et, une fois celle-ci créée, à quoi l'employer ?

Au commencement, à l'origine de notre pauvreté matérielle, de notre indigence intellectuelle, de notre inquiétude morale, il y a non pas le juif, non pas l'Anglais, non pas le capitalisme, le machinisme, la politique, toutes ces échappatoires, tous ces faux-fuyants imaginée pour nous dérober à la sanction de nos actes ; il y a principalement, il y a d'abord l'homme, c'est-à-dire nous. Aussi longtemps que nous refuserons d'admettre cette vérité, nous nous dépenserons en vains efforts. Quelle que soit la part de l'économie dans notre recroquevillement, (et elle est grande hélas !) elle n'innocente pas les individus, elle ne les dégage pas de toute responsabilité, mieux encore de toute culpabilité. En effet, outre que ce ne sont pas les choses qui nous mènent, en tout cas elles ne nous mènent jamais qu'avec notre complaisance ou notre complicité, que sont les institutions elles-mêmes sinon la projection dans le concret de nos manières de sentir, de penser et d'agir ? En sorte que, de quelque angle qu'on examine la situation dans laquelle nous nous débattons, on est toujours, quoiqu'on veuille et quoiqu'on fasse, ramené à la matière première : l'individu, et à sa préparation : l'éducation. Le point de départ de toute réforme, de tout redressement ne peut-être que l'école. Tout changement radical, décisif, procédera d'abord de l'homme, plus exactement de l'enfant.

L'éducation a pour objet de situer cet enfant dans son temps, à la fois pour son bénéfice et celui de ceux avec lesquels il devra vivre, collaborer plus tard. Elle a pour objet de le synchroniser avec son époque, de le préparer à ses devoirs, à ses fonctions. Impossible de concevoir qu'il grandisse dans l'abs-trait. Impossible d'imaginer qu'il

puisse subsister dans le vide. Appelé à une tâche spécifique que personne ne connaît encore, il a besoin d'être intégré aussi jeune que possible dans la société dont il deviendra un rouage, peut-être, espérons-le, un facteur. Cette tâche à la fois délicate et complexe incombe à l'école. C'est à elle qu'il revient de l'aiguiller, de l'orienter, de le former.

Par la faute des parents, plus préoccupés de réussite matérielle que de formation intellectuelle et nationale, l'école est devenue une vaste usine à mettre sur le marché des hommes heureux en affaires et, avec quel bonheur, tout le monde le sait à cette heure. Aussi longtemps que l'on a cru qu'elle pouvait donner à chaque enfant des recettes infaillibles de succès, on lui a permis, et ce fut un grand tort, d'exercer un pouvoir suprême. Au lieu que l'école et la famille se complètent, comme elles auraient dû logiquement le faire, l'école, laissée à elle-même, a pris l'habitude de travailler en marge de la société comme en marge de la famille, exerçant ainsi un pouvoir quasi dictatorial. Vous avez là, en partie du moins, l'explication de la fausse orien-tation qu'elle a imprimée à notre vie, de la fausse sécurité dans laquelle elle nous a entretenus. Ceux qui, les premiers, ont constaté cette erreur, j'allais dire cette hérésie, se sont imaginés qu'il suffirait de modifier les programmes pour y remédier. Voilà pourquoi, chaque fois que nous parlons d'éducation, nous réduisons le problème à une question de plus ou de moins. Ce qui compte ce ne sont pas les matières, c'est la manière dont on les enseigne, la fin pour laquelle on les enseigne. Le meilleur programme risque de demeurer vain si la méthode que l'on emploie est mauvaise. Or, malgré les dénégations officielles, malgré les protestations officielles, je n'hésite pas à affirmer de nouveau que nos méthodes sont mauvaises. Elles sont mauvaises pour l'ouvrier, pour le paysan ; elles sont également mauvaises pour le bourgeois, lequel est appelé à jouer dans notre vie un rôle de plus en plus difficile et même pénible.

Comme individus et, partant, comme peuple, la preuve me paraît établie que nous manquons de fixité, de ténacité. Dieu merci ! il y a des exceptions, mais il n'en reste pas moins que d'une manière générale nous sommes mous. Si mous, en vérité, qu'à la première rafale - exemple la crise - nous ne savons à quoi nous accrocher. Nous sommes ballottés, battus par les événements, par les doctrines. Qu'y a-t-il de solide dans nos idées, dans nos convictions ? L'hérédité a fait de nous des catholiques et des Français ; le sommes-nous demeurés par libre choix, par un acte réfléchi de volonté, ou le sommes-nous demeurés passivement ? je crains bien que la force d'inertie soit la plus

puissante de toutes celles qui nous mènent, Parce qu'il en est ainsi, il y a donc urgence que nous fassions de nos enfants des hommes, c'est-à-dire des êtres capables de penser et capables d'agir par eux-mêmes.

Chaque époque a ses exigences, ses besoins propres. Il s'ensuit que chaque époque se voit forcée d'y ajuster sa discipline aussi bien que son enseignement. Une des plus grandes erreurs et l'une des plus répandues, hélas ! est de croire que les méthodes anciennes conservent, en dépit de l'âge, en dépit des circonstances, toute leur valeur, toute leur efficacité. Le dehors des choses a changé, ainsi qu'en témoigne un simple coup d'œil jeté sur ce qui nous entoure. Le dedans des choses a changé plus encore, ainsi qu'en font foi les révolutions qui se sont produites et celles qui s'annoncent. Le monde ne s'est pas figé, même si nous le considérons du point de vue un peu étroit qui est naturellement le nôtre. Les cadres de la société n'ont pas gardé toute leur rigueur, même si pour nous rassurer nous répétons à l'envie qu'ils sont aussi solides aujourd'hui qu'hier. Faut-il que je vous en fasse la démonstration ? La famille est-elle toujours l'armature qu'elle était il y a cent ans ou plus, époque à laquelle remontent nos méthodes d'éducation ? Vous échappe-t-il qu'elle ne détient plus qu'une faible partie de sa puissance, de son autorité ? Dans très grand nombre de cas, aussi bien en haut qu'en bas de l'échelle, peut-on même parler de famille ? La vertu d'obéissance, le respect des parents, que sont-ils devenus ? Que devient le foyer lui-même ? Un toit, une salle à manger, une halte où l'on se débarbouille, où l'on cuve sa bière et où l'on se chamaille. On vit dans la maison le moins possible, de préférence, on vit dans la rue, au cinéma, dans la salle de danse ou, dernière abomination, à la taverne. Cela étant, et cela est pour un nombre incalculable d'individus, à quoi se réduit le rôle de la famille ? Quelle protection offre-t-elle ?

Dans une forte mesure la famille a cessé d'être un pilier, un appui. Plus encore que la famille, la société a cessé d'offrir les garanties qu'elle présentait jadis. En quoi pouvons-nous compter sur elle puisqu'elle nous donne elle-même l'exemple de l'anarchie. Ses principes, ses fondements sont mis en doute ; il ne manque pas de pays qui les aient bouleversés de fond en comble. En sorte que, loin que ce soit elle qui vienne en aide à l'homme, c'est l'homme qui la soutient. Les régimes révolus avaient certes leurs torts, mais ils avaient comme contrepoids ce qui manque à la nôtre : de la cohésion, de la discipline. Il me soucie peu de savoir que ce n'était là qu'une façade et que, derrière cette façade, la nature humaine n'offrait pas un plus beau spectacle que celui qu'elle offre aujourd'hui. J'en retiens simplement que sa constitution, que son ordonnance rendaient l'homme moins seul, moins isolé, moins faible. Conséquemment, il avait besoin de moins d'énergie, de moins de résistance. L'école pouvait sans trop d'inconvénients le courber, l'habituer à la passivité. Dès son entrée dans la vie, il était en quelque sorte embrigadé, soutenu et il trouvait dans ses cadres inflexibles de quoi corriger ce qu'il avait en lui de trop faible.

De nos jours, il en va tout autrement, je vous l'ai dit. Au lieu que ce soit la société qui nous aide à rester debout, c'est nous-mêmes qui y servons d'appui.

Du point de vue pratique, quelle leçon se dégage de cet état de choses ? Celle-ci que pour marcher droit, il faut à cette heure cent fois plus de courage et de fermeté qu'aux époques passées. Cette fermeté et ce courage ne sommes-nous pas naïfs d'espérer les obtenir des méthodes dont l'objet n'était pas précisément de les développer ? L'action protectrice des institutions s'étant affaiblie, pouvons-nous logiquement, sensément agir comme si elle avait conservé tout son dynamisme ? Sinon, pourquoi continuons-nous à y faire confiance ? Pourquoi nous entêtons-nous dans un traditionnalisme conformiste ? Le monde a changé. Nous n'avons pas le choix : nous devons changer nous aussi. Changer, non par crainte de paraître un anachronisme, mais changer par désir de triompher de toutes les difficultés nouvelles qui se présentent, que nos parents n'ont pas connues, et que nos grands-parents étaient incapables de soupçonner. Vouloir être de son temps n'est pas de l'opportunisme, mais bien la volonté de vivre au complet, de s'affirmer selon une mesure reconnue. Ce n'est pas davantage y sacrifier. C'est, au contraire, prendre les moyens pour s'en protéger. Or, comment tout cela nous sera-t-il possible si nous persistons à mouler l'enfance dans des formes désuètes, dans des formes d'un âge qui n'avait ni nos embarras, ni nos inquiétudes ?

Si admirable qu'ait été l'éducation d'autrefois, et j'y rends volontiers hommage, elle ne répond plus à nos exigences. Il y a même déjà longtemps qu'elle n'y répond plus, puisque, avant que la guerre vienne ajouter à la complexité de nos problèmes, un sociologue catholique écrivait : "Poursuivant leurs conceptions d'idéal de vie soumises moralement et socialement à des disciples extérieures ils, (c'est-à-dire les traditionnalistes) continuent de chercher dans la docilité, la méfiance vis-à-vis des jugements personnels, la première assise de la moralité. Ils s'attachent plus à discipliner la volonté qu'à former des consciences libres, à enseigner l'obéissance qu'à tremper des caractères". Si cela était vrai il y a trente ans, cela l'est-il moins aujourd'hui ?

Docilité, soumission, méfiance vis-à-vis du jugement personnel, voilà sur quoi repose notre éducation ? De la plus tendre enfance à la maturité nous vivons, petits et grands sous le principe d'autorité. On nous dresse comme si toute notre vie nous devons marcher au doigt, comme si nous ne devons que suivre. Avec le résultat que, laissés seuls, ce à quoi nous sommes souvent exposés, ou bien nous nous grisons de notre liberté, ou bien, faute de tuteurs, nous tombons en quenouille. À tout âge, dans tous les domaines, dans toutes les sphères, il nous faut un mentor, un guide. Le sens d'équilibre et le sens d'orientation nous font défaut. Nous allons où on nous dit d'aller. Nous restons sur nos jambes aussi longtemps que quelqu'un nous y oblige, ou nous surveille. Enlevez les garde-fous, c'est la chute verticale.

De deux choses l'une, ou nous sommes congénitalement inaptes à nous diriger seuls, ou nous le devenons. Dans le premier cas il n'y a rien d'autre à faire que de subir notre sort. Dans le second, il nous appartient de chercher pourquoi nous le devenons et, ayant trouvé la réponse, d'y remédier. À quoi bon pourtant perdre un temps précieux à chercher ce qui est d'une vérité si évidente ? L'éducation que nous recevons prépare peut-être à la vie passive ; elle ne nous prépare pas, elle ne peut pas nous préparer à l'action. De là, l'importance pressante pour nous de la transformer, de la subordonner aux exigences de notre époque d'abord et à celles ensuite de la situation particulière dans laquelle nous nous trouvons.

Dans un monde changeant comme le nôtre, dans un monde où tout se lézarde, tout s'effrite, tout s'émiette, la première vertu que requiert l'homme est la vertu de force. En vérité, j'emploie là un pléonasme, car, étymologiquement, vertu signifie déjà force. La force est un don du Saint-Esprit et c'est d'elle plus que de n'importe quoi d'autre qu'il faut gorger les individus, ceux surtout qui sont appelés à jouer un rôle dans la société. Mieux vaut une seule volonté bien trempée que mille mémoires farcies de connaissances livresques. Semblable en cela à la force physique, la force morale ne se nourrit pas que de mots, de préceptes. On s'y entraîne par des exercices, par une accoutumance quotidienne. On s'y entraîne tout jeune, dès le jardin d'enfants, par le développement graduel du sens de la liberté. De même que le corps a besoin d'air, de soleil, d'espace, pour s'épanouir, se fortifier, atteindre à sa pleine extension, de même l'esprit a besoin de latitude, d'indépendance pour apprendre à se gouverner lui-même. Un enfant épié, surveillé, talonné, ne sera jamais qu'une loque ou un révolté. Inversement un enfant, habitué à l'autonomie, c'est-à-dire habitué à se respecter, deviendra un enfant sûr de lui-même. S'il y a lâcheté de la part du collégien d'accepter le règlement uniquement par peur des penums, il y a abus de pouvoir de la part du maître de placer toute son autorité dans la crainte qu'il inspire. Une classe n'est pas un troupeau. Craignons qu'elle le devienne, et, une fois que l'on aura fait naître l'instinct grégaire en elle, il lui sera difficile de s'en libérer. Elle restera troupeau pour toujours. Troupeau qui, comme le nôtre, cherche en vain un pasteur, un Moïse pour le conduire dans des pâturages que la goinfrie des autres a épargnés.

On va se récrier sans doute. Comment concilier la liberté et la discipline ? je ne demande pas de les concilier. Je demande de faire de l'une la base, le soutien de l'autre. Je demande que, d'une façon générale et dans des limites que l'expérience peut seule déterminer, on laisse l'enfant à lui-même. Que, par un dosage qui varie avec chaque individu, on excite ses qualités actives au lieu de les étouffer. Qu'on n'escamote pas ses responsabilités en ne lui fournissant jamais l'occasion d'en prendre. Vous voulez que nos enfants connaissent et pratiquent l'honneur ? Fournissez-en leur l'occasion. Il n'y a pas de mérite à se taire lorsqu'on y est obligé. L'obéissance vraie, la seule qui compte est celle que l'on donne soi-même et non pas celle que l'on nous arrache. Que les

permissions ne soient donc pas des concessions, des tolérances ; qu'elles soient une marque de respect, un témoignage de confiance. Les mauvaises têtes, le plus souvent ce sont nos méthodes éducatives qui les forment. Les hypocrites, c'est notre surveillance impitoyable qui les fait naître. La nature est corrompue, objectera-t-on. D'accord. Il faut de la vigilance, ajoutera-t-on. D'accord encore. Mais ces natures seront-elles plus aptes à se relever si on les piétine ? Cette vigilance, cette sévérité nous dispensent-elle enfin de la compréhension et de l'amour ?

Est-ce d'ailleurs dans les livres qu'on apprend que le feu brûle ? Est-ce dans les livres qu'on apprend que l'on doit porter le poids de ses actes ? Les livres le disent, le répètent à satiété, mais il n'y a, en fin de compte, que l'épreuve personnelle qui en convainc. À tout considérer, et du point de vue strictement humain, qu'est-ce que la vie sinon une expérience, une suite d'expériences ? À la recherche du bonheur, de la justice, du bien-être matériel, nous ne cessons d'expérimenter dans le domaine de l'action aussi bien que dans celui des idées. Que ce soit souvent sans succès, que ce soit même à nos dépens, aux dépens de notre tranquillité morale et même aux dépens de notre tranquillité physique, n'a rien qui étonne. Quelle préparation y avons-nous puisque jusqu'à notre adolescence ce sont les autres qui ont expérimenté à notre place. Ils ne nous ont jamais donné d'occasions de chercher, de vérifier par nous-mêmes. Nous avons trouvé les problèmes tout faits, et par d'autres qui n'avaient ni nos besoins ni nos obligations, et nous nous sommes contentés d'apprendre les réponses par cœur. Or, il est arrivé, il ne peut en être autrement, que ces réponses ne tenaient aucun compte des mille et une contingences qui viennent à tout instant détruire les échafaudages les plus savants, infirmer les théories les mieux conçues. En principe, nous avons sûrement raison. Mais en fait, nous avons tort et c'est cela qui compte. Quoiqu'on veuille et quoiqu'on fasse, la vie n'est pas une route droite dans laquelle on s'engage avec la certitude de ne jamais s'égarer. Elle est, au contraire, pleine de sinuosités, de détours imprévus, et quiconque n'a pas appris à s'orienter par lui-même risque fort de s'y fourvoyer sinon de s'y perdre.

Il importe donc qu'en entrant à l'école, l'enfant ne soit pas mis dans des langes. Ce qu'il sera personne ne le sait et personne n'a la prescience nécessaire pour le prévoir avec exactitude. Mais quelque fonction qu'il remplisse plus tard, quelque charge, si médiocre soit-elle, qu'il assume, il est indispensable qu'il puisse s'y livrer dans la plénitude de son être. Permettez alors à cet être de s'affirmer. N'allez pas par incompréhension, par esprit de domination, l'obliger à se contracter, à se dissimuler. N'allez pas non plus, sous prétexte de le former, le rétrécir, le diminuer. Ne le dépouillez pas de sa force, de sa résistance s'il en a. C'est le plus précieux des biens dont Dieu l'a comblé. Savoir vouloir, quelle puissance ! Imaginez, au lieu de la masse plastique que nous sommes, un peuple volontaire, un peuple habitué à se gouverner lui-même. N'aurions-nous pas à la fois plus de dignité et plus de valeur ?

Quelques uns des plus grands saints ont été des volontaires. Les hommes d'État, les explorateurs, les missionnaires qui ont marqué notre histoire ont été des volontaires. Les fondateurs du Canada ont été des volontaires. Tous ceux qui, dans une sphère ou dans une autre, ont exercé une action durable, profonde, ont été des volontaires. Notre pays, dans l'état lamentable où il se trouve, a besoin de volontaires. Les temps périlleux, angoissants que nous traversons exigent des volontaires. Où les Prendrons-nous si l'école, si le collège ne cultivent chez nos enfants que la facilité, la soumission et la résignation ?

On s'attache, écrit un sociologue catholique, Paul Bureau, "à discipliner et à réfréner, à rendre les enfants très sages et obéissants, fort peu à les développer et à cultiver en eux les capacités de l'intelligence et de la volonté. Le développement de la personnalité risque d'être une tentation dangereuse pour celui qui doit être avant tout un continuateur révérencieux des institutions établies ... Il est plus prudent de laisser dans l'ombre des qualités qu'on n'aurait guère l'occasion d'utiliser et qui, à la moindre déviation, mettraient en danger l'épanouissement de la vertu estimée la plus nécessaire". Ne vous semble-t-il pas que ces mots aient été écrits Pour nous ? Si nous redoutons la volonté spontanée, libre, la seule qui vaille, ne redoutons-nous pas avec une égale frayeur la personnalité ? Pour reprendre un mot célèbre de la guerre, n'abusons-nous pas de la teinte kaki ? Au lieu de la gamme des couleurs, du chatoiement des couleurs, qui est l'expression de la diversité des tempéraments, ne tendons nous pas uniquement et maladroitement à tout passer au neutre ?

Je l'ai écrit, et je m'excuse de le répéter, il n'y a rien de si ardu que de distinguer un bon sujet d'un second, d'un troisième et d'un centième bon sujet. Comment en serait-il autrement puisque tous nos élèves, quelles que soient leurs dispositions naturelles, quelles que soient leurs caractéristiques prédominantes, quel que soit leur type physique, quels que soient leurs goûts, sont rigoureusement soumis à une formation *ne varietur* ? À chacun, le maître distille chaque jour une quantité égale d'un savoir égal. Chaque jour, l'on mesure de la même façon la part de chacun. On attelle, vous me pardonnerez l'expression, des chevaux de race qui ne demandent qu'à courir avec des chevaux de trait qui avancent lourdement, péniblement. L'uniformité tue la personnalité, en tout cas elle risque fort de la tuer. C'est miracle qu'elle y résiste. Or, l'uniformité est, avec le détrempe du caractère, la clé de voûte de tout notre enseignement.

Cette uniformité existe-t-elle dans la nature ? Assurément non. S'il n'y a pas deux corps semblables, s'il n'y a pas deux formes de pied semblables, à plus forte raison ne rencontre-t-on pas deux cœurs semblables, deux cerveaux semblables. D'où il suit que s'efforcer de les fondre dans un seul et même moule est un contresens, un crime. On y arrive-, nous n'avons jamais fait

d'autres choses. Avec quelles conséquences ? Celle-ci : que nous avons pétri une pâte sans levain. La matière inerte, toujours la plus considérable, enveloppe et étouffe la matière vivante. Or aussi longtemps que nous ne saurons pas donner à chacun selon ses besoins, selon sa nature, selon sa conformation physique et intellectuelle, aussi longtemps nous manquerons d'hommes en possession de la plénitude de leurs moyens. Comme quoi, ce n'est pas tant la politique, que l'éducation, que l'enseignement qui nous nivèle.

Pour ces raisons, et bien d'autres que je dois passer sous silence, je réclame au bénéfice de ceux qui demain appartiendront aux classes dirigeantes ou que la vie maintiendra à un niveau plus bas, une formation à base de personnalité et de volonté. Peu importe pour l'heure les programmes. Ce dont nous avons le plus pressant besoin, c'est de discipline. Non pas une discipline plaquée en surface et qui s'écaille à la moindre tentation, mais une discipline profonde, intérieure, et qui se traduit par des actes et par des faits.

Du point de vue qui nous occupe, quels peuvent être ces actes ? Pour me conformer au titre qu'on a donné à cette conférence, je ne traiterai que d'un seul : la culture. Le Canada français n'est pas et ne peut pas n'être qu'une terre marchande. Comme à tous les autres pays il lui faut un complément sans lequel le mot de civilisation perd toute valeur. Ce complément, c'est la vie de l'esprit. La littérature, les arts ne sont pas, comme beaucoup trop inclinent à le croire, de vains ornements. Ils sont une nécessité. Sans eux, nous n'arriverons jamais à dépasser le stage de la médiocrité quel que soit par ailleurs notre état de fortune. Sans doute, assistons-nous depuis quelques années à un renouveau de curiosité intellectuelle. Encore qu'il n'en ait pas autant qu'il en devrait avoir, le livre a tout de même plus d'amis qu'il n'en avait jadis. Le nombre de ceux qui savent voir au delà des préoccupations purement matérielles, s'élever au-dessus des plaisirs faciles et grossiers, reste malheureusement trop restreint. Sans doute ne pouvons-nous pas demander à tous de manifester une curiosité égale à l'endroit des travaux de l'esprit. L'exhibitionnisme sportif, les jeux de cirque, les foires garderont toujours leur clientèle. Mais vous, jeunes gens qui ne vous contentez pas de n'être que des chiffres, comment espérez-vous compléter votre formation si vous vous désintéressez des livres ? Pas plus pour vous que pour les autres, ils ne sont un luxe, un divertissement. À moins de vous condamner à une vie étriquée, mesquine, vous ne sauriez vous en passer.

Ce qui fait aujourd'hui la valeur civilisatrice de la France, comme ce que la fit dans le passé, c'est sa passion de connaître. Or, conséquence inévitable de l'enseignement que nous avons reçu, cette faim de connaître est vite assouvie chez nous. On croit généralement que les journaux, quelques ouvrages démodés, des revues surtout riches en images constituent une nourriture suffisante. Ne soyez pas étonnés si à ce régime nous nous sommes anémiés. Il faut plus que cela, beaucoup plus que cela, pour se prétendre civilisé. De ce

point de vue, le fait que nous n'ayons qu'une seule bibliothèque en dit long sur la désaffection de l'esprit chez nous. Opposez-y en regard le nombre de cinémas et de stades que nous possédons et vous obtiendrez sans chercher plus loin la mesure de notre taille intellectuelle.

Il est donc évident que nous ne faisons pas au livre sa juste part dans notre vie. Beaucoup trop n'en éprouvent pas le besoin, n'en sentent point la nécessité. Et je ne parle ici, bien entendu, que de gens qui ont fait des études, qui ont décroché des diplômes, de ceux-là qui, étant parvenus à quelque chose par l'instruction, devraient en être les dispenseurs éclairés et fidèles. On objecte souvent que le livre se vend trop cher. L'objection prête à rire lorsqu'on songe aux millions que nous engouffrons dans l'achat de bière, d'alcool, de tabac et d'autres plaisirs de même nature. Les sommes que nous consacrons à la lecture, c'est-à-dire à l'enrichissement, à l'embellissement de notre intelligence sont dérisoires. Il y a donc chez nous un manque de curiosité, je dirai plus, une apathie intellectuelle, désolante, inquiétante. Nous sommes pris et nous nous laissons prendre par toutes sortes de niaiseries, de babioles, et l'essentiel, l'intelligence, la culture, nous le négligeons, nous l'abandonnons au hasard d'un illustré acheté en chemin de fer ou trouvé dans l'antichambre du médecin.

Parce que nous lisons peu, parce que nous n'avons pas le goût du livre, notre littérature ne se développe qu'avec lenteur et difficulté. C'est un jeu facile, et parfois piquant, de railler nos écrivains. Il est vrai que nos lettres manquent de souffle, d'élégance, de profondeur. Seraient-elles cependant plus pauvres, qu'elles valent bien tout de même dans l'affirmation de notre nationalité, dans notre volonté d'être et de rester Français, les produits de notre sol et de notre sous-sol. Au risque de me répéter de nouveau, je vous demande : sont-ce les mines d'or de l'Abitibi, sont-ce nos bois, sont-ce nos produits de la terre qui serviront à l'étranger d'ambassadeurs à la pensée française d'Amérique ? Sont-ce nos pommes, est-ce notre fromage, est-ce notre bacon qui placeront le Canada français sur la carte du monde ?

La question est saugrenue et je m'excuse de vous la poser. La matière est une base trop fragile pour vouloir y asseoir les nations. Il n'y a que le roc de l'esprit qui leur permette de résister au temps, de s'incruster dans l'avenir. C'est sur ce roc que nous devons bâtir, c'est à ce roc que nous devons nous agripper pour ne pas être emportés, balayés, comme des arbres secs, des feuilles mortes.

À défaut de posséder de grands écrivains, des écrivains universels, nous avons néanmoins quelques auteurs, probes, quelques auteurs propres, et, dans l'évaluation de notre richesse, ils ne constituent pas, soyez-en persuadés, la moindre part, la part la plus négligeable de notre actif. Sachez même que, dans l'ordre des valeurs morales, des valeurs sociales, un poète, un conteur, un

critique, un historien, un romancier ont plus de prix qu'un marchand, qu'un industriel, qu'un financier, qu'un brasseur d'affaires, Où ceux-ci n'ont pour eux que le présent, que le provisoire, et dans le provisoire ce qu'il y a de moins beau et de moins noble, ceux-là ont pour eux le temps, l'avenir. Où ceux-ci n'ont que l'estomac de la nation, ceux-ci en ont le cœur et la tête. C'est tout ce qui, chez un peuple, échappe à la corruption dernière.

La crise nous ayant blessés, meurtris, nous nous mettons en quatre pour imaginer une société dont nous ne serions pas les parias et où chacun trouverait sa pitance quotidienne ailleurs que dans l'écuelle de l'État. Fort bien, c'est légitime et raisonnable. Pourtant est-ce bien assez ? Avons-nous réfléchi que notre misère matérielle n'est pas tant le fait des choses, des institutions, du ralentissement des affaires, qu'en grande partie la sanction de notre misère intellectuelle ? Ceux qui avaient quelque chose à dire, une direction à indiquer, ont-ils toujours trouvé un public prêt à les entendre ? Ceux qui détenaient un grain de vérité ont-ils rencontré autant d'intelligences qu'il aurait fallu pour l'y déposer ? Notre problème social, notre problème économique, notre problème national, notre problème éducatif ne sont pas nés de la dépression. Celle-ci n'a fait, au contraire, que les grossir, que les rendre visibles, sensibles aux plus obtus. Ils existaient depuis longtemps et ceux qui les exposaient, ceux qui y cherchaient une solution, c'est-à-dire nos écrivains, ou bien parlaient dans le désert, ou bien prêchaient à des sourds, à des gens pour qui seuls les faits comptent et qui ayant lu leurs journaux, attendent les événements en faisant leur digestion à la maison ou bien au cinéma. Le livre, et tout ce qu'il représente de curiosité, de savoir, de compréhension, d'amour des idées, ne tient donc pas dans notre vie la place que normalement il devrait tenir, la place qu'il tient chez les autres peuples. N'acceptons-nous pas sans nous révolter, sans que les parents s'indignent, que plusieurs commissions scolaires remplacent, en fin d'année, les livres de récompense par des articles de sport ou des objets de piété ? N'acceptons-nous pas que nos enfants s'ennuient au cinéma au lieu de se distraire par quelques plaisantes et savoureuses lectures ? N'acceptons-nous pas encore que jeunes gens et jeunes filles dépensent sans compter pour leurs menus plaisirs sans jamais songer à s'acheter un livre, fréquenter une bibliothèque, s'abonner à une revue ? N'acceptons-nous pas sans rougir que nos bourgeois n'aient dans leur bibliothèque, en réalité leur fumoir, que des périodiques américains, ceux-là mêmes qui, étalés aux quatre coins de la ville, rappellent avec ironie que Montréal se dit et se croit la deuxième ville française du monde ?

Sans qu'elle soit nécessairement et entièrement fonction du public, la littérature d'un pays reste étroitement subordonnée à la qualité aussi bien qu'au nombre des lecteurs. L'histoire, nous en fournit maints exemples. Ainsi ce sont les salons du XVII^e siècle qui ont procuré à Corneille, à Racine, même aux orateurs sacrés, l'auditoire dont ils avaient besoin. Le talent, le génie étaient sans doute là, mais pour s'exprimer, pour s'adresser à quelqu'un qui pût

les comprendre, les accueillir, les aimer il leur fallait un milieu. Vous aurez sans doute remarqué d'ailleurs la correspondance intime qui existe entre la société de chaque siècle et les œuvres littéraires dont elle a assuré le succès. À quel autre moment de l'histoire le classicisme eut-il pu se manifester que sous Louis XIV ? À la grandeur, à la majesté de l'époque correspondent la noblesse et la beauté des œuvres. D'autre part, Rabelais, Ronsard, Montaigne, ne renferment-ils pas toute la joie de vivre, toute l'exubérance qui caractérisent la Renaissance ? Or, s'il en est ainsi, est-on vraiment justifié de se plaindre ou simplement de regretter que la littérature canadienne d'expression française ne soit pas plus abondante, plus riche, plus diverse, plus personnelle ? Les écrivains, ne l'oubliez pas, écrivent pour leurs lecteurs. Ces lecteurs, qui sont-ils chez nous ? Leur goût est-il si sûr, leur culture si profonde, leur savoir si étendu, leur raffinement intellectuel et moral si précieux qu'ils aient droit à autre chose, à mieux qu'à ce qui se publie ? Certes, les lecteurs ne font pas l'écrivain. Ils n'enseignent pas à écrire, à ordonner, à inventer. Il n'y a aucun don, aucune qualité qu'ils puissent offrir à qui en a besoin. Inconsciemment toutefois, ils préparent l'écrivain, ils l'appellent, ils lui frayent les voies, ils lui créent l'atmosphère, le climat nécessaires. En sorte que si nous n'avons pas mieux que ce que nous avons, n'en blâmons pas uniquement les auteurs. La faute en est tout autant à l'insuffisance du public ou, ce qui est plus juste, à l'absence d'un public compréhensif et cultivé.

Ce public, c'est à vous de le créer. Cette atmosphère, c'est à vous de la faire naître. Vos préoccupations d'ordre matériel ne doivent pas vous faire négliger l'aspect intellectuel de votre vie. Il n'y aura de véritable progrès chez nous que le jour où la bourgeoisie, comprenant enfin ses besoins comme ceux de notre peuple tout entier, apportera aux travaux de l'esprit l'intérêt qu'elle y apporte dans tous les autres pays de la terre. je ne plaide pas ici, vous le comprenez bien, la cause des écrivains. Dieu sait pourtant comme il conviendrait de le faire en présence de l'indifférence que l'on entretient à leur endroit. Me plaçant plus haut, au-dessus de toute question personnelle, je plaide la cause de la civilisation française ou de la civilisation tout court au Canada français. Inutile de nous leurrer de mots, de nous gaver de formules, il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de civilisation où l'esprit n'impose pas ses lois. Par conséquent, n'attendons point d'améliorations, de redressement des seules forces de la matière. je ne méprise pas cette matière, et je veux bien qu'on m'entende là-dessus. Je la place seulement au rang qui lui revient, et ce rang est loin derrière celui de la culture. je ne suis pas assez naïf pour vouloir faire contenir toute la culture dans la seule littérature. Il est bien entendu que les arts y ont aussi leur place. Pour qu'il n'y ait point de malentendu à ce sujet, contentons-nous de réclamer pour notre peuple une curiosité plus haute, de meilleur goût, que celle qu'elle a jusqu'ici témoignée. L'élite que nous attendons d'une éducation qui aura développé en nous la personnalité et la volonté ne vaudra que par l'étendue de sa curiosité et de son savoir.

Ce sont là, et je m'en rends compte plus que vous, des généralités. Étant donné l'état de pauvreté dans lequel nous sommes, ce sont pourtant ces généralités qu'il faut répéter aussi souvent que l'occasion nous en est offerte. Depuis la crise, les jeunes gens, atteints dans leur sécurité matérielle, dans leur bien-être physique, cherchent à l'aveuglette une solution, un terme à leurs angoisses. Il y a peut-être quelque ironie à venir leur parler des droits de l'intelligence quand les droits du corps ne sont même pas respectés. Mais il ne faut pas oublier que ce n'est pas tant physiquement, encore que là aussi la déperdition soit très grande, qu'intellectuellement que nous nous appauvrissons. Par conséquent, il est aussi urgent, plus à mon sens, de rappeler par quoi notre peuple s'anémie que de lui apporter des recettes, d'ailleurs bien aléatoires, de succès matériel.

C'eût été une preuve certaine de notre affaissement moral si le premier congrès de la bourgeoisie de demain eût été exclusivement consacré à des problèmes d'ordre matériel. Qu'il ne l'ait pas été est donc mieux qu'une consolation. Qu'il ait mis à l'étude des questions relatives à notre éducation et à notre culture est l'affirmation évidente que tout espoir n'est pas perdu. Il ne suffit pas toutefois d'évoquer des grands problèmes qui se posent, il ne suffit pas de se réunir une fois l'an autour d'une tribune d'où sont censées tomber des paroles de vérité. Votre congrès ne dure que trois jours, et qu'est-ce que trois jours pour retremper un peuple, le revivifier, lui rendre sa fierté et son assurance ? Permettez-moi donc d'espérer que ces assises ne sont que le premier d'une série d'actes que vous poserez avec amour, avec foi. Certes, pour l'instant, vous ne pouvez pas grand chose pour la transformation de nos méthodes éducatives. Il vous est tout de même possible de faire comprendre aux autres à quel point elles nous sont dommageables et créer ainsi un mouvement d'opinion qui finira par en amener la réforme. Si votre influence dans ce domaine reste momentanément très mince il en va différemment de celui de la culture. Là, vous êtes tout puissants. Là, vous pouvez dès aujourd'hui montrer que vous avez saisi l'importance qu'ont les idées, les lettres, les arts dans la vie d'un peuple. Ce public dont je regrettais tantôt la préparation incomplète, c'est à vous de le renouveler, de l'élargir. N'auriez-vous tiré de ce congrès que la résolution de faire dorénavant aux choses de l'esprit une part plus grande que celle que vous y avez faite jusqu'ici, qu'il aurait là son entière justification. je sais pourtant qu'il en sera mieux et que votre volonté de vous grandir est aussi celle de nous grandir et de grandir notre pays.

III

La bourgeoisie et le national

par M. l'abbé Lionel Groulx

[Retour à la table des matières](#)

La troisième conférence du Congrès était sous la présidence d'honneur de M. Édouard Montpetit, secrétaire général de l'Université de Montréal.

M. André Laurendeau, directeur de "*L'Action Nationale*", a présenté le conférencier.

Je constate que le sujet de mon discours, tel que la jeunesse me l'a posé, est de soi-même assez tendancieux : *l'Avenir de la Bourgeoisie, la Bourgeoisie et le national*. Ai-je tort d'y voir quelque chose comme l'expression d'une inquiétude ? Réalité nationale, avenir national ! Canadiens, nous entendons par ce mot, la vie, l'avenir culturel d'un petit peuple de 3,000,000, lui-même, soutien, pôle vital de minorités comptant pour un demi-million d'âmes, auxquelles il faut joindre plus de 2,000,000 peut-être, de Franco-Américains. Et cette réalité française toujours faible et d'existence précaire, impossible de ne pas se la figurer engagée périlleusement dans la réalité canadienne, et, par-delà celle-ci, dans la plus vaste réalité américaine. En tous pays du monde, nation, culture, vocables et entités qui posent à l'esprit humain quelques-uns des problèmes les plus élevés. Chez nous, par la façon

exceptionnelle dont on ne peut se dispenser de l'aborder, problème étreignant, obsédant, comme celui d'une vie toujours incertaine du lendemain. En conséquence m'assigner un sujet de méditation comme celui-ci : *la Bourgeoisie et le national*, ne serait-ce pas déjà insinuer qu'au Canada français, toute une classe affecterait, à l'égard d'un problème capital, une inquiétante attitude de pensée ou de sentiment, à supposer qu'on lui puisse même prêter quelque semblant d'attitude ? Pour comble, je ne puis ignorer que le "national" dont il s'agit, c'est bien le nôtre, le national canadien-français. Le bourgeois, au patriotisme le plus tiède, ne répugne point, chacun le sait, à se proclamer "Canadien tout court" : ce qui lui permet de l'être très court. Voilà mon sujet de discours, tel que me le pose la jeunesse indépendante catholique. Il ne me reste qu'à faire le saut périlleux.

- I -

[Retour à la table des matières](#)

Pour m'acquitter de ma tâche, mon premier devoir fut d'observer la bourgeoisie. En face du national, prêter à cette classe en bloc la même attitude, serait d'une suprême injustice. Sans crier au paradoxe pour l'accouplement des mots, affirmons qu'il existe de *bons bourgeois*, des bourgeois peu ou point "embourgeoisés". J'en ai vu un peu partout, à la tête de nos oeuvres ; j'en vois tout plein cette salle. À des bourgeois comme Minville, Barbeau, l'on a demandé de faire la leçon à la bourgeoisie. Et je ne pense pas que l'on refuse la qualité d'excellent bourgeois à l'homme éminent qui préside cette soirée.

Mais il y en a d'autres. Et, parmi ceux-là, je dois convenir que les premiers qui ont attiré mon attention, appartiennent à une catégorie aussi peu sympathique que le vocable qui la désigne : les "snobs". Les "snobs" n'ont rien et ne veulent rien avoir de canadien-français. Pour ces parvenus, adorateurs intrépides du veau d'or et du veau d'argent, nous sommes par trop une race de pauvres gens ; nous ne sommes pas assez chic. Naturellement leur pitié pour notre pauvreté se reporte sur la culture dont nous sommes les tristes représentants. Peut-on être riche et se dire Français ? En mes souvenirs, je vois passer deux petits jeunes gens rencontrés en vacances, fils de snobs authentiques. Après deux ou trois ans dans un collège de langue anglaise, ces potaches ingénus ne juraient plus que par Shakespeare, Dickens, Kipling, gardant tout juste assez de condescendance pour réserver à Racine le rang d'un écrivain de troisième ou de quatrième classe. Me permettez-vous de ne pas m'attarder au cas des "snobs" ? Ils sont perdus sans retour. Puis, à quoi bon ? Serait-ce la peine de courir après ces riches qui ne nous apporteraient que des

pauvretés ? Tout au plus, aurais-je envie de demander à ces aristocrates de fraîche date où ils ont pris leur sang bleu ? Nous sommes d'une race qui a porté des souliers de bœuf. Entendu. Et eux ? ... M'est avis au surplus qu'il vaut mieux commencer par des souliers de bœuf et finir en bottines, que de commencer par des bottines et finir nu-pieds. Faut-il le dire aux snobs : beaucoup, en notre petit monde, n'arrivent pas à se convaincre qu'il suffise d'avoir gagné beaucoup d'argent, n'importe comment, et de passer ses nuits à valser, à jouer au *bridge*, à avaler des coquetels, ou encore, à faire partie de la commission de la boxe, à acheter tous ses chapeaux, tous ses gants, tous ses faux-cols chez Morgan, puis à être marguillier ou échevin pardessus le marché, pour être du grand monde.

Dans la bourgeoisie, j'ai encore vu des défaitistes. Les uns le sont par désenchantement, précoce vieillissement d'âme : gens d'humeur sombre, las, dégoûtés. Naguère ils ont cru au national ; ils lui ont même brûlé, en holocauste, quelques enthousiasmes de jeunesse. Des hommes seraient venus qui auraient dévoyé le mot et la chose. Ils gardent rancune au mot, comme si c'était la faute du mot. Ils repoussent la chose comme si elle avait cessé d'exister et d'exiger des devoirs. Défaitistes, d'autres le sont, moitié conviction, moitié impuissance ou peur de l'effort. Notre espoir de survivance prend, à leurs yeux, couleur de folie. Ils le disent, ils le croient : tout est fini. jamais peuple si petit n'a porté si lourd destin. Fixons tout de suite l'heure des funérailles. Toutefois, à l'encontre des snobs, les défaitistes n'ont pas rompu avec la culture française ; elle les tient encore. Mais elle les tient, par goût d'esthètes, à la façon de dilettantes. Rien ne les intéresse des productions intellectuelles de leur province. Dans leur cabinet de travail, ils se sont constitué une petite France. Ils ne lisent que les journaux de France, les revues de France, les livres de France. Et ils se préparent à écrire les "*Mémoires mélancoliques du dernier des Mohicans*".

Dans la bourgeoisie, j'ai vu enfin des indifférents, surtout des indifférents. *Turba magna*. êtres singuliers ! Dans leur vie aucune place pour le sentiment national. Apparemment, ils ne sont ni pour ni contre. Ils l'ignorent. Ils parlent français ; ils parleraient tout aussi bien l'anglais. Ils font instruire leurs enfants en français, par routine, un peu par respect humain, pour la proximité d'école, françaises. Existe-t-il quelque part un peuple canadien-français qui aurait ses problèmes, son destin ? Ne prenez pas le risque de leur poser la question. Ils achètent, ils portent leur argent où cela leur plaît, où cela s'adonne. Que le facteur économique ait un rôle à jouer dans la vie des leurs, ils n'en savent rien ; ils n'en veulent rien savoir. Les événements politiques ne les touchent pas davantage. Ils appartiennent à un parti, ils n'appartiennent pas à une nation. Que leur province, que leur nationalité y trouvent ou n'y trouvent pas leur compte ; qu'elles vivent ou qu'elles crèvent, peu leur chaut. Est-ce qu'on s'en fait pour de si petites choses ? Êtres singuliers ! ai-je dit, que ces indifférents. Chatouilleux sur un seul point : le national. Il ne les intéresse pas.

Mais malheur à qui agite le mot devant eux ! Tout ce qui sent le national ou le nationalisme, leur donne sur les nerfs, les exaspère. Pour eux, l'ennemi numéro 1, c'est le nationaliste. Vous avez lu, sans doute, le roman de François Hertel, le *Beau risque* : l'un des meilleurs romans psychologiques de chez nous, oeuvre d'un éducateur qui a bien connu la bourgeoisie, par ses fils. À mon avis, ce petit roman de 136 pages constitue l'éclairage le plus fouilleur, le plus impitoyable, j'allais dire, le plus cruel qu'on ait encore promené sur l'âme du bourgeois canadien-français. Avec les fils de ce bourgeois, l'éducateur dut bon gré mal gré, aborder la question nationale. Lisez-moi ce court paragraphe :

"Comme il faut procéder avec prudence, avec lenteur ! Combien l'on doit Posséder à fond leur estime avant d'aborder cette question épineuse : le devoir patriotique ! Il est des jeunes qui douteront de leur maître quand il osera attaquer ce sujet depuis longtemps classé par le père, par les grandes sœurs, par les amis".

Trait effroyable ! Pour parler à des petits Canadiens français catholiques, de réalités et de devoirs qui font s'incliner tout honnête homme, tout esprit normal, être forcé de procéder par des approches menues, progressives, mesurées, comme s'il s'agissait de révélations scandaleuses !

Impossible de nier le phénomène douloureux, suprêmement attristant : en sa masse une classe de chez nous abdique sa fonction directrice, accorde au souci national peu ou point d'importance, moins, à coup sûr, qu'à ses amusements ou à ses frivolités : "Party" de toutes sortes, excursion de ski, parties de golf. Une classe se détache rapidement du gros de la nation, prend l'habitude de vivre en marge.

- II -

[Retour à la table des matières](#)

Comment donc en est-elle venue là ? Classe dirigeante de par sa fonction sociale, quelles idéologies, quels motifs l'ont amenée, non seulement à ce refus de diriger, mais à cette volonté perverse de diriger à rebours ? Chercher les causes, c'est encore une façon de chercher et de trouver les remèdes. Cherchons les causes véritables, celles qui nous sont propres, particulières à notre pays, à notre petite nation. Nous répéter, par exemple, l'axiome trop connu que les peuples, comme les poissons, pourrissent par la tête, ne nous avance guère. Retenir encore que ce phénomène de la démission bourgeoise,

tous les peuples l'ont dû subir qui ont ployé sous la servitude politique ou culturelle : Irlandais d'avant l'État libre, Polonais d'avant l'Indépendance, Alsasiens-Lorrains d'après 1870, Flamands de Belgique avant l'éveil du flamingantisme, cet autre axiome historique ne nous avance pas davantage.

Nous attarderons-nous à la recherche de causes secondaires, puériles, moyen trop commode de se cacher les causes véritables et profondes ? Un soir que je m'entretenais, avec un fort brave homme, de la misère de notre petit peuple, et en particulier de la frivolité de sa bourgeoisie, j'entends encore son amer soupir : "Eh oui, misère d'un peuple à qui, depuis cent ans, l'on aura servi, comme symbole national, le mouton !" Ainsi voilà qui est tout simple ; le responsable de l'état d'âme de notre bourgeoisie et de l'esprit de soumission et de veulerie dont se meurt la nation canadienne-française, ce serait le mouton de la Saint-Jean-Baptiste. Propos encore plus simpliste que simple, et qu'il faudrait négliger s'il n'obtenait si large circulation. Certes, n'allons pas ignorer, dans la vie d'un peuple, la puissance suggestive d'un emblème national. Toute nation façonne plus ou moins son âme selon quelques images stimulantes, quelques symboles inspirateurs. Et si l'on veut que je m'en exprime franchement, je ne tiens pas plus qu'il ne faut à la présence, dans nos processions nationales, du mouton traditionnel. D'autre part, n'y a-t-il point fantaisie plus qu'enfantine à tenter l'explication de nos misères, par l'exhibition annuelle d'un agneau même frisé et pomponné ? Qu'on cesse, si l'on veut, de nous présenter le 24 juin, un Jean-Baptiste enfant, aux faux airs de poupée ou de fillette. Qu'on campe plutôt, devant le peuple, le Jean-Baptiste du Jourdain, le prophète au caractère musclé, le mâle, le fier jeune homme au verbe d'un mordant d'acier, criant leurs vérités aux puissants comme aux petits ; qu'on dresse devant nos yeux, le maître de la régénération morale, bravant le cachot et la mort pour s'acquitter de sa mission de précurseur du Christ ; puis, trouvons le temps d'apprendre un peu de liturgie et de catéchisme ; apprenons qu'aux côtés de Jean le précurseur, le mouton ne figure pas l'animal de bergerie qui se laisse tondre et retondre comme à plaisir, qui se laisse même égorger sans proférer une plainte ; mais apprenons que le mouton figure là, selon l'antique iconographie, l'agneau de Dieu, le Christ des prophètes, de l'Évangile et de la croix ; et alors, un peu moins ignorants, il nous apparaîtra peut-être que l'être symbolique, haute et douce figure de l'héroïsme divin, de la sublime générosité de l'Homme-Dieu, donnant sa vie, librement, pour le rachat de l'univers, il nous apparaîtra, dis-je, que Jean-Baptiste et son mouton ne sont pas des symboles si déprimants et que l'agneau de Dieu vaut bien la louve romaine ou le lion britannique.

Non, le mouton n'est pas responsable de tout, ni même le premier responsable. Parmi les influences déformatrices qui ont fait de notre bourgeoisie ce qu'elle est, j'inscrirais, sans y voir pourtant la cause la plus nocive, ce que l'on est convenu d'appeler : *l'urbanisation*, influence malsaine, délétère de la ville sur des esprits ou des tempéraments mal adaptés, impuissants à se défendre.

Nos sociologues ont coutume de nous représenter la ville de Montréal comme une excroissance monstrueuse : une agglomération humaine disproportionnée à la population de la province ; une tête de géant sur un corps de nain. Ville monstrueuse, Montréal ne l'est pas seulement par son excès de population, mais, avant tout, parce que poste-récepteur de tout ce qu'il y a de pire dans l'américanisme. Montréal, ville sans caractère et sans âme, ou dont le caractère est de n'en pas avoir, tant y dominant tout ce qui n'est pas de nous, ni de notre province, ni même de notre pays. Essayez de me définir l'âme de Montréal, même du Montréal canadien-français, caravansérail qui a peu ou point de commerce à soi, peu ou point de langue à soi, pas de théâtre à soi, pas de radio à soi, j'ai presque envie de dire - s'il ne fallait faire de nobles exceptions - pas de presse à soi, pas de famille à soi, et dont l'on a pu se demander il n'y a pas si longtemps, s'il avait bien des écoles à soi. Dans ce milieu où ce que l'on appelle d'un mot d'une terrible ironie, la "vie sociale" s'organise en des clubs, en des associations ou réunions qui font fi de toutes nos traditions, "vie sociale" qui ne tient plus compte de la famille, qui tend même à détruire la famille, qu'apercevez-vous, dans l'architecture des maisons, dans leur décor intérieur, dans leur ameublement, dans toutes ces menues choses qui font à notre âme son atmosphère, un style français, qu'apercevez-vous de spécifiquement à nous ? Dans tous les sens du mot, de pareilles villes sont des mangeuses d'hommes. Or, en cette formidable ambiance où les Canadiens français font figure de peuple conquis ou d'émigré à l'intérieur, notre bourgeoisie pouvait-elle apporter, a-t-elle voulu apporter une force de réaction ? Examinons de quels éléments elle est faite, cette bourgeoisie. Je fais la part de la bourgeoisie de vieille souche qui, mieux acclimatée, sait en général mieux se défendre. Je fais aussi la part généreuse des fils ou des filles de famille qui, pour être nés riches, n'ont pas cru que la suprême distinction consiste à ne rien faire, encore moins à s'amuser et à s'abrutir, en gaspillant le bien familial. Je fais encore la part de ceux qui se sont élevés de leurs propres mains, de leur travail, "fils de leurs oeuvres", selon une très noble et significative expression. Mais les autres, quels chemins les ont conduits à la bourgeoisie ? Hasard d'un succès en affaires, succès moins dû souvent du travail, à la débrouillardise, qu'à la chance, quand ce n'est pas à autre chose ; hasard d'une élection politique qui n'est pas nécessairement la consécration d'une supériorité ; hasard d'un cours classique souvent entrepris sans discernement et qui, sans plus de discernement, à fait prendre le chemin de l'Université ; enfin, et je crois l'énumération complète, hasard d'une naissance de parents riches, hasard où le profiteuse est généralement pour assez peu de chose. Ainsi constituée, toute cette portion de la bourgeoisie, encore si proche de ses origines campagnardes, et, par cela même dépourvue de ses tuteurs naturels, pouvait-elle, je ne dis point se défendre contre les dangereux prestiges de la ville, mais n'y pas céder presque volontairement ? Au reste, je n'insiste pas trop sur cette première cause de déformation. Vous pourriez me rétorquer qu'en général la bourgeoisie de nos villages et de nos petites villes ne vaut pas mieux que celle de Montréal, qu'elle est tout aussi désarmée et désaxée. Et j'aurais toutes les

peines du monde à ne pas vous donner raison. Rien de plus arbitraire, au surplus, que de considérer l'urbanisation comme un phénomène limité à l'enceinte de la ville, quand il n'est rien d'autre que l'empire moral des grandes agglomérations, empire aux multiples tentacules et aux confins par trop flottants.

À déformer notre bourgeoisie, un facteur a d'ailleurs travaillé plus activement que l'urbanisation : notre désordre économique. Disons-nous jamais assez le mal que nous auront fait, dans tous les domaines, notre économie à l'envers, le joug d'une dictature financière indifférente à nos aspirations nationales ? En face de cette situation anormale, nous avons coutume de nous plaindre qu'elle ait fait de nous un peuple de domestiques. Nous songeons alors à la masse de nos prolétaires : petits employés, ouvriers, que la dictature a multipliés dangereusement. Ce sont là les petits domestiques. Songeons-nous aux grands domestiques, aux grands actionnaires, aux grands employés ou associés qui sont allés chercher, du côté de la dictature, leur pain et celui de leur famille, quelquefois leur fortune ? Certes, les uns portent le joug sans joie particulière, victime d'une situation qu'ils n'ont pas faite et qu'il n'est pas en leur seul pouvoir de redresser. Et ceux-là appartiennent encore à la bonne bourgeoisie. Que d'autres acceptent le joug comme une situation normale, naturelle, n'admettant point qu'un autre ordre de choses puisse exister ! Et comment voulez-vous que ceux-là ne soient pas seulement indifférents, mais résolument hostiles à tout ce que nous appelons le "national" ? Ils sont bien payés, bien nourris ; ils font d'excellentes affaires. De quoi peut bien se plaindre le reste de la nation ? Et quand donc vont se taire les extrémistes, c'est-à-dire, dans leur langue, tous ces pauvres gens et tous ces pauvres esprits qui refusent de se résigner, osent même espérer en l'avènement d'un autre ordre, y travaillent, persuadés que l'avenir et la vie d'un peuple ne s'arrêtent pas à la satisfaction de son estomac, encore moins au confort ou à l'enrichissement de quelques privilégiés ?

Parlerai-je d'une cause encore plus active de déformation : la déformation par la politique, ou plutôt par l'excès de l'esprit de parti ? Et pourquoi pas ? Et si je me risque à en parler, ne vous étonnez pas que je le fasse avec quelque émotion et non pour la raison que vous pouvez penser. J'ai eu très jeune, hélas, la révélation de la politique et de ses effroyables ravages dans l'esprit de notre peuple. J'ai vécu mon enfance près d'un village où, chacun étant de même langue, de même formation, de même foi, l'on eût dû s'aimer comme des frères, ne connaître tout au plus que ces petites jalousies, ces petites brigues qui ne pourraient cesser d'exister sans tuer net l'industrie si pittoresque des commères ? Or, que se passait-il ? Partagés en deux clans, l'on se détestait cordialement, foncièrement, l'on se faisait la petite guerre à l'année, sans merci. Et tout cela, pour le plaisir de quelques petits bourgeois du lieu qui, organisateurs d'élections, y trouvaient leur profit. Pendant deux ou trois ans, les luttes électorales revinrent, comme un sport, avec autant de régularité

qu'aujourd'hui les parties de hockey. J'ai donc vu, de mes yeux d'enfant, les mêlées sauvages autour des hustings. Et je n'ai pas oublié le spectacle de ces pauvres gens qui, après avoir crié, hurlé tout un après-midi, jusqu'à la brunnante, les pieds dans la boue ou dans la neige, et s'être généreusement talochés, rentraient le soir chez eux, avec une sorte d'ivresse au cœur, ou ailleurs, persuadés d'avoir vécu l'un des grands jours de leur vie.

Les chefs de parti sont dans leur rôle quand ils exaltent le parti, en prônant la nécessité. Les hommes libres, les observateurs désintéressés, sont tout autant dans le leur, lorsqu'au prix de ce qu'il nous a coûté, ils affirment, du régime des partis, tel qu'il a fonctionné chez nous, à Ottawa particulièrement, qu'il nous a été désastreux. Au besoin il suffirait de constater le mai qu'en porte notre bourgeoisie. Elle a fait de la politique, son affaire - j'allais dire - son industrie ; elle y a laissé son âme. Dénouement qui n'a rien de mystérieux. En soi, l'idée de parti est essentiellement une idée de division ; non moins essentiellement l'idée nationale est une idée de cohésion. Assurément il faut admettre l'inévitable : la diversité d'opinions sur les moyens de procurer le bien commun. Mais diversité qui pourrait laisser intacte la notion du bien commun, les intérêts supérieurs de l'État, de la nation, de la culture, de la foi. Divisions politiques qui pourraient ne pas tourner infailliblement aux divisions nationales et qui, aux heures graves, laisseraient possible et facile l'indispensable unité. Divisions qui se situeraient, non sur le plan des sentiments et des convoitises, mais dans la région des idées et qui épargneraient aux hommes les haines sottes et stériles, les fossés infranchissables. Sont-ce bien là nos divisions politiques ? Notez-le encore une fois : je ne dis point que l'on ne puisse appartenir à un parti ; mais je dis que nous ne pouvons être, au sein du parti, des partisans comme les autres, aussi attachés, aussi jugulés que les autres. Canadiens français catholiques, nous avons à porter des fardeaux, des responsabilités, des devoirs qui ne sont pas ceux des autres. Sous peine d'ignorer ou de renier notre foi, notre culture, notre province, l'avenir de notre petit peuple, nous ne pouvons, sur quantité de points capitaux, faire la même politique que les autres, concilier, avec nos intérêts supérieurs, la fidélité rigoureuse, intransigeante au parti. Ainsi les Anglo-Canadiens peuvent aliéner, au profit du fédéral, une bonne part de l'autonomie économique de leurs provinces, sans autre inconvénient que de prendre des risques sur la structure financière et sociale de leurs provinces. De notre part, certains sacrifices d'autonomie en ce même domaine pourraient aller jusqu'à compromettre notre état social et même notre culture. Certaine législation sociale, on l'a déjà vu, ne contredit en rien les aspirations des autres provinces ; elle peut miner nos conceptions sociologiques, notre droit civil, l'autonomie du Québec. Le bilinguisme de l'État central, la justice dans le partage des fonctions publiques ne sont jamais violés contre nos compatriotes des provinces anglaises ; ils sont constamment violés contre nous.* L'on pourrait changer le principe de base de l'État canadien, amender la constitution dans le sens d'un centralisme croissant ; les autres n'y risqueraient que des intérêts d'importance secondaire ;

nous risquerions d'y perdre, avec l'autonomie québécoise, la vie même de notre nationalité. Qu'est-ce à dire, sinon que, par suite de divergences si absolues et sur tant de points capitaux, l'idée de parti, la discipline de parti ne sauraient nous convenir comme aux autres ? Si donc nous nous prêtons aux exigences des groupements politiques ; si nous acceptons, selon qu'ils prétendent bien l'imposer, la cohésion sans merci, la fidélité passive et absolue, il est clair qu'en définitive, les plus lourds sacrifices, c'est nous, Canadiens français, qui serons toujours appelés à les consentir, nous qui aurons à faire presque tous les frais de la discipline partisane.

Cependant qu'est-il arrivé ? Entraîné, guidé par sa bourgeoisie, le groupe ethnique au Canada qui a le plus farouchement pratiqué la discipline de parti, la fidélité absolue, superstitieuse au parti, c'est le nôtre. Nous nous y sommes livrés, abandonnés, avec un sentimentalisme puéril, un fanatisme enfantin, souvent pour des hommes en baudruche, pour des programmes éphémères de temps d'élection, pour des drapeaux dont, en leur particulier, les politiciens étaient les premiers à se moquer.

Comment la bourgeoisie de la politique a-t-elle pu réussir ce tour de force ? D'abord, en forgeant, à l'usage du peuple, la synonymie, l'identité du politique et du national, du parti et de la nation. Permettez que j'emprunte encore un passage au roman si pénétrant de François Hertel :

"Pour le docteur Martel, la question nationale, comme la question sociale ou politique, se réduit au vieux problème des partis. On est rouge ou bleu. Et les discussions commencent et finissent là".

Ces propos, qui de nous ne les a entendus cent fois ? La bourgeoisie politicienne ne s'est pas arrêtée là. Après avoir identifié le politique et le national, elle a évincé, expulsé, le national du politique. C'était fatal et logique. Le national, idée de cohésion, tuerait ou affaiblirait le parti. Par cela seul qu'il nous rappellerait notre fraternité d'origine et de culture, la responsabilité d'intérêts supérieurs à la cohésion du parti, le national nous pousserait à l'union, nous surtout qui sommes peut-être le peuple au monde qui a le moins le droit de se diviser. Mais non, il faut que nous soyons désunis, il faut que nous vivions, le poing dressé les uns contre les autres, pour que les partis vivent. Ne dites pas que j'exagère. Avez-vous observé comme tout ce qui s'écrit, chez nous, depuis cinquante ans, de souvenirs politiques, est vide d'idées, de batailles d'idées, se réduit à des récits de foire d'empoigne, des engueulades de husting, des tours de passe-passe au tour de la boîte à scrutin ? À Ottawa, pour garder l'entente au sein des partis, les nôtres ont dû si bien rapetisser, minimiser nos aspirations, que c'est tout juste s'il nous en reste quelque chose. Chaque fois que s'accomplit là-bas, contre nous, une violation de droit, dans le fonctionnarisme, contre la langue française, à propos d'immigration, avez-vous encore observé que, sauf rare et noble exception, jamais la

protestation ne s'élève d'où elle devrait venir, c'est-à-dire, du parlement et de nos représentants ? Les protestations, il faut qu'elles viennent de l'extérieur ; il faut que les journaux patriotes, les sociétés nationales éventent l'injustice et amorcent le tapage. Nous sommes trente pour cent de la population du pays ; nous comptons moins dans la capitale que des petites minorités agissantes et unies qui ne dépassent pas les 100, 000 âmes. Nous comptons moins que les groupuscules des provinces de l'ouest. Dans notre propre province où nous sommes les quatre-cinquièmes, nous comptons moins politiquement que la minorité. De telle sorte que, par la faute d'une partie de notre bourgeoisie, il n'est pas excessif de prétendre que si la politique tue les Canadiens français, comme Canadiens français, ils n'ont pas même de politique.

J'entends d'ici la réplique que l'on peut me servir : "Coupables, admettons que nous le soyons, et autant que vous le dites. Mais qui nous a faits ce que nous sommes ?" Entre toutes les causes de la déformation de l'esprit bourgeois, l'on prétend évoquer ainsi la cause la plus active peut-être, de l'action la plus étendue. L'on soulève tout le problème de notre enseignement et de notre éducation. Question délicate et complexe, mais que j'ai bien le dessein d'aborder aussi librement, avec autant de franchise que les autres.

Pendant trop longtemps, je ne veux pas l'ignorer, et ne mettons en cause, si vous le voulez, ni les intentions ni le dévouement, mais par la faute d'insuffisances multiples, notre pédagogie a tendu à faire de nous un peuple anonyme, sans caractère, sans fierté, sans âme, un peuple neutre nationalement. Que de fois, sur les lèvres d'hommes de cœur, affligés et révoltés d'un pareil état d'esprit, n'ai-je pas surpris des propos comme ceux-ci : "Pourquoi cette éducation nationale superficielle, neutre ou équivoque ? Si c'est un péché que d'être Canadiens français ; si nous n'avons ni le droit ni le devoir de l'être ; si nous ne pouvons l'être sans provocation, au goût tout au plus de nos pires rivaux et de nos pires ennemis ; en un mot, Canadiens français, si nous ne pouvons l'être que d'une façon qui équivaut à ne Pas l'être, qu'attend-on, en haut lieu, qu'attendent nos chefs pour nous le dire et pour nous commander de disparaître ?"

Indignation par trop justifiée. Nous avons cédé aux inspirations d'une pédagogie par trop hésitante et superficielle. Nous nous sommes moins souciés d'éducation que d'instruction. Nous n'avons su former ni des hommes, ni des Canadiens français, ni des catholiques. Nous avons cru que, pour former des hommes et des catholiques, il suffisait de soumettre les enfants et les adolescents à l'influence de quelques rites traditionnels et infaillibles : les rites du règlement collégial, les rites de la dévotion. Quant au Canadien français, nous étions bien persuadés qu'il se formerait tout seul, par surcroît, rien qu'à respirer l'air du pays, Or précisément, pour former un Canadien français, pas de plus mauvaise école que l'air du pays. Isolés comme nous le sommes et depuis si longtemps, en ce coin d'Amérique ; sollicités par les

prestiges d'une civilisation non dénuée de grandeur ni de magnificence, il nous eût fallu, pour n'être pas éblouis et entraînés, il nous eût fallu, pour rester attachés à nos racines spirituelles, au moins ce minimum : quelques notions exactes sur notre culture d'origine, sur sa finesse, sa beauté, ses valeurs d'humanité ; à quoi seraient venues s'ajouter quelques notions assez précises sur notre passé, la noblesse de notre histoire, notre droit de vivre, quelques aperçus sur les périls non moins que sur les grandeurs de notre destin de peuple français. Or serait-ce manquer de justice et prononcer des paroles d'amertume que d'affirmer, de la plupart de ceux de mon temps, qu'ils n'ont guère apporté, de leur école, de leur couvent, de leur collège, de leur université, ce minimum de viatique moral ?

il entends bien, en effet, le réquisitoire que les bourgeois de mon temps pourraient me servir. "Vous ne pourrez toujours pas nier, me diraient-ils, que, dans beaucoup de collèges, l'on nous ait enseigné l'Histoire du Canada dans la traduction française d'un manuel anglo-protestant ? À défaut de cette mauvaise traduction, vous ne nierez pas, non plus, qu'entre les mains de rhétoriciens, l'on ne trouvait rien de mieux à mettre qu'un petit manuel d'enseignement primaire et que l'histoire de notre pays, on nous la faisait absorber à la dose massive d'une heure par semaine, parfois même, pendant tout un long semestre ? Eh bien, oui, puisque c'est de l'histoire, j'admettrais tout cela. J'ajouterais pourtant que je suis devenu indulgent pour mes vieux professeurs de collège, quand je songe que, de la Confédération jusqu'à 1915, nos universités n'ont pas jugé à propos d'instituer chez elles, une chaire d'Histoire du Canada. Mes propres souvenirs, j'en conviendrais aussi loyalement, ne sont ni riches, ni très sereins, quand je me rappelle ce que l'on m'a enseigné sur une question aussi capitale que la genèse de la Confédération, la lettre et l'esprit de notre constitution fédérative. De l'enseignement de mes maîtres, j'ai surtout retenu qu'il fallait révéler les Pères de la Confédération comme des personnages sacrés, des gloires intouchables. Et vous comprendrez pourquoi, le jour, où, le premier peut-être, curieux d'y aller voir de mes yeux, j'ai osé soumettre ces hommes de légende à la mesure du commun galon, ce jour-là, j'ai causé, dans les milieux bourgeois conservateurs, un scandale qui n'est pas encore fini. Mais sur les articles que j'appellerais les articles fondamentaux, les articles pivots de l'Acte de 1867 : les articles 91 et 92 qui départagent la compétence des parlements provinciaux et du parlement central ; l'article 93 qui définit les droits confessionnels en matière scolaire ; l'article 133 qui définit les droits politiques des deux langues, c'est-à-dire, le fondement culturel de ce pays, sur tous ces articles essentiels, j'essaie en vain de me rappeler qu'on m'ait enseigné quoi que ce soit. Et impossible d'arguer que l'actualité politique et nationale n'imposait pas alors comme aujourd'hui, l'étude de ces problèmes constitutionnels. Nous vivions, mon année de rhétorique, la période la plus ardente, la plus critique de la question scolaire manitobaine. C'est toute la question de l'autonomie des provinces qui était en jeu, toute la portée de l'article 93 et de l'article 133.

Eh bien, oui, j'admettrais tout cela. Toutefois pour rester juste à l'égard de nos vieux maîtres, je me retournerais vers les bourgeois pour leur dire : d'accord, notre enseignement, notre éducation ne nous ont pas suffisamment armés. Mais quand, à quelle heure de votre vie vous êtes-vous plaint ? Et combien de vous l'ont fait ? Vous étiez du même temps que ces maîtres, de même race, de même formation intellectuelle. Plus que le clergé, vous étiez aux prises avec les réalités de la vie. Pour lui et pour vous les mêmes problèmes se posaient. De vous, professionnels, hommes d'affaires, politiques, professeurs laïcs d'université, de vous plus que du clergé, relevaient le temporel, l'économique, la politique. Tout autant que le clergé, le problème national eût dû vous presser, vous prendre aux entrailles, à la gorge. Dans notre enseignement et notre éducation vous avez trouvé beaucoup à critiquer. Comment expliquez-vous que, pas plus que le clergé, vous n'ayez trouvé à vous plaindre de votre éducation nationale ? En 1913 seulement, autant que je puis savoir, un homme qui connaissait bien les milieux parlementaires, et qui avait pu y sonder certaines ignorances, dénonçait, dans le *Devoir*, la part faite, ou plutôt devoir faite, dans nos collèges, et même dans nos universités, à l'enseignement de l'Histoire constitutionnelle de notre pays et à celle de l'Empire britannique. Et cet homme, que la bourgeoisie politicienne suivait alors d'assez loin, c'était M. Henri Bourassa.

- III -

[Retour à la table des matières](#)

Mesdames, Messieurs, me fais-je illusion ? Il me semble que chacun comprend mieux l'état d'esprit d'une part hélas trop considérable de notre bourgeoisie. je pose maintenant la troublante question : cette bourgeoisie peut-elle se ressaisir ? L'Histoire contient-elle beaucoup d'exemples d'une classe sociale qui, en bloc, ait accepté une réforme morale, un subit et complet retournement d'esprit ? Je voudrais répondre un oui assure, énergique. Par malheur l'Histoire enseigne plutôt qu'une fois engagée sur la pente fatale, une classe ne la remonte guère. Plus que toute autre la bourgeoisie voltairienne a fait 89, sans s'épargner d'y payer un terrible tribut de sang. La bourgeoisie de la France contemporaine, celle du parti radical, pactisait, encore hier, avec les éléments communistes et anarchistes et n'a paru s'assagir que devant les menaces des frontières et les premiers grondements de la révolution. La bourgeoisie espagnole a pactisé avec la révolution rouge ; elle sort de l'équipée à moitié détruite. Les Flamands de Belgique ont longtemps souffert des

trahisons de leur bourgeoisie. L'heure de l'émancipation n'a sonné pour eux que le jour où ils purent se constituer une bourgeoisie nouvelle. L'enseignement le plus ordinaire de l'Histoire nous apprend donc que les classes sociales se renouvellent, mais par d'autres que ceux qui les ont détruites. Elles se recommencent, mais par des apports nouveaux ou par leurs enfants. C'est pourquoi aux bourgeois définitivement embourgeoisés, il faut commencer par dire, ce me semble : "Si vous ne voulez rien faire, du moins laissez faire ceux de vos fils qui veulent faire quelque chose". Souvent des parents viennent nous dire, gémissants : "Nos enfants ne pensent plus comme nous". D'autres diront même : "Ils pensent contre nous" ! Grand malheur assurément. Mais toute la question est de savoir lesquels des deux pensent mieux. je n'ai pas oublié l'effarement de quelques braves familles bourgeoises, il y a peu d'années, lorsqu'un de ces matins elles découvrirent qu'il leur était né un Jeune-Canada. Émoi comique et tragique de la poule douce et naïve qui aurait couvé des oeufs d'épervier ! ... On dit qu'il y a quelque chose de changé dans la jeunesse. Oui, dans une certaine jeunesse. La jeunesse catholique, à qui je m'adresse, ce soir, apprend et apprendra encore davantage, je l'espère, que les nations catholiques doivent être des nations pacifiques, passionnées pour l'ordre et la justice, mais que la noblesse et la fécondité morale de leur foi exigent aussi qu'elles soient des nations fortes et viriles, et non pas des nations molles, serviles, bonnes à servir aux autres de marchepied ou de paillason. Bourgeois, laissez donc faire vos fils. On dit que la vertu d'obéissance existe encore dans nos familles modernes, mais qu'elle n'existe plus chez les parents. On dit même que, de nos jours, ce sont les enfants qui élèvent leurs parents. Eh bien, vous, si dociles, si obéissants, quand votre devoir vous prescrit de commander, laissez faire le grand fils, même s'il essaie de corriger l'exemple paternel, surtout s'il a le courage de prendre contre son père, le parti de ses pères.

Ne pouvons-nous néanmoins espérer davantage de notre bourgeoisie ? Il lui reste, ce me semble, des réserves catholiques. Et la grâce de Dieu garde la puissance d'une ressaisie des âmes par le fond, le secret de merveilleux renouvellements. L'Évangile nous l'a dit, par une bouche auguste : non seulement on peut se refaire, mais on peut renaître par l'Esprit. La bourgeoisie canadienne-française m'en voudra-t-elle de lui souhaiter une renaissance religieuse, c'est-à-dire, une renaissance totale où, dans la vue de tous ses devoirs, elle aura chance d'apercevoir le devoir national ? Cette ressaisie, j'y compte avec tant d'espoir que tout de suite je demande à notre classe dirigeante de nous préparer des directives rédemptrices.

L'autre jour, dans le journal "*Jeunesse*", André Laurendeau nous demandait à nous, conférenciers de ce congrès, d'expliquer le désordre actuel de notre vie. en d'autres termes, par quel hasard, partis, il y a 150 ans, avec des éléments de base fort satisfaisants, en sommes-nous arrivés à ce désarroi, à ce gâchis angoissant ? MM. Minville et Barbeau ont répondu, pour leur compte.

je n'ai pas l'intention, pour ma part, de chercher des explications subtiles pour le simple plaisir de paraître subtil. Nous ne sommes rien ou peu de chose, au point de vue national, pour cette raison simpliste qu'une vie de peuple ou d'individu ne s'organise ni ne se synthétise autour de rien, autour d'un néant d'idée ou de sentiment. Une nation est avant tout un vouloir-vivre collectif qui s'agrippe à un fonds commun d'histoire et de culture. Ce vouloir-vivre doit donc s'accrocher à une idéologie, à des réalités spirituelles. Vous demandez pourquoi notre vie est allée à l'aventure, à la dispersion, au désordre ? Pour cette raison nullement mystérieuse que nous n'avions rien. nulle mystique, nul credo national autour de quoi la polariser. Et si cette mystique, et par suite, une vie unifiée, organisée, nous ont manqué, je crois que nous commençons un peu à savoir pourquoi. "Une mystique, des directives ?" me demande la bourgeoisie. "Lesquelles ? Est-il possible de mettre les Canadiens d'accord sur quoi que ce soit, à commencer par leurs problèmes les plus vitaux ?" Certes, en présence du tragique de notre vie, cette seule objection démontre effroyablement notre désarroi spirituel. Faut-il pourtant désespérer ? Si le miracle nous arrivait d'avoir des dirigeants -car ce serait un miracle – serait-il vraiment impossible de nous mettre d'accord sur un minimum, un modeste minimum que j'ose proposer. Rêvons-nous quand nous affirmons l'existence d'un fait français en Amérique : trois millions d'âmes vivant au Canada, constituant trente pour cent de la population du pays ? Rêvons-nous encore quand nous constatons la persistance de ce fait depuis trois siècles ? Quand nous disons que, pendant cent cinquante ans, ce fait a tenu, sur ce continent, la première place et qu'on chercherait vainement un coin de la terre américaine qui n'en garde quelque vestige ? Rêvons-nous toujours quand nous prétendons que ce fait, nous l'avons fait inscrire dans le droit positif, constitutionnel, que trois lois du parlement britannique, que la loi fondamentale de ce pays, l'ont reconnu, consacré ? Eh bien, sur cette première base, ce simple fait historique, y a-t-il vraiment chimère à nourrir l'espoir d'un accord ? Si vous me donnez la réponse que j'attends, je dis alors, faut-il perdre l'espoir de nous mettre d'accord sur cet autre minimum que la vocation normale, naturelle, d'un peuple français, c'est de rester français ? Et cette vocation française admise, y a-t-il extravagance à soutenir, qu'obligé d'assumer son destin au milieu de réalités tragiques, contre des forces adverses formidables, notre petit peuple ne peut espérer d'avenir que dans la plénitude de sa force, je veux dire : dans la possession d'une vie puissante, organique : vie culturelle, profonde, débordante, mais avec tous les appuis indispensables : vie sociale ordonnée, vie économique et vie politique autonomes ? Si nous sommes d'accord jusqu'ici, j'ose faire un pas de plus et je poursuis. Puisque, depuis 1867, nous vivons, Canadiens français, sous un régime politique qui, à certains égards, fait du Québec, un État souverain ; puisque ni historiquement, ni géographiquement, ni économiquement, le Canada n'a été bâti pour constituer un État unitaire, est-ce encore dépasser le minimum que de réclamer, pour notre province, au nom de notre vocation française, et au nom même de la constitution canadienne, l'autonomie la plus complète ? Ne dites pas, je vous prie, que la

définition de ce minimum et cet exposé de nos aspirations, sont de nature à effaroucher nos compatriotes anglo-canadiens. Je crois connaître un peu l'opinion de ces milieux-là, du moins de leur élite, ayant eu, en ces dernières années, à recevoir maints chercheurs d'entrevues : journalistes, intellectuels curieux d'informations sur ce qui se passe d'inquiétant et de pas inquiétant dans la province de Québec : mouvements séparatistes, fascistes ou autres. À tous ces inquiets, ai-je besoin de vous en assurer, j'ai dit la vérité. Je n'ai pas commis, comme d'autres, la bassesse de décrier les miens, de les représenter comme des chauvins, des fanatiques illettrés, prisonniers d'extravagantes chimères. À tous, j'ai exposé nos vues, nos desseins, nos exigences, avec la netteté, la franchise que j'ai coutume d'y mettre. Et je dois dire à l'honneur de ces intellectuels anglo-canadiens, auprès de qui d'obligeants compatriotes m'ont fait une réputation d'anglophobe, que je les ai trouvés plus ouverts à l'intelligence du problème canadien-français, moins effrayés de nos aspirations que les quatre-cinquièmes de nos professionnels et de nos bourgeois canadiens-français.

Bourgeois, donnez-nous des directives conformes à nos aspirations, à notre vocation. Donnez enfin à notre peuple l'impression d'être guidés, aimés, stimulés. Et vous allez voir quelle grande espérance va monter sur cette province. De toute façon, prenez-en ma parole : nous ne mourrons pas ; nous n'avons pas envie de mourir. Vous, si vous ne vous ressaisissez pas, vous, bourgeois anti-patriote, anti-national, vous allez vous tuer. Une apostasie ne va jamais toute seule. Regardez où est allée, sauf quelques nobles exceptions, notre ancienne aristocratie, celle du temps de la Nouvelle-France. Comme elle, dès la prochaine ou la deuxième génération, vous ne serez plus des Français ; mais vous ne serez pas non plus des catholiques. Vous allez vous tuer ; mais vous n'êtes pas capables de nous entraîner dans votre suicide. Nous avons la vie dure, très dure. Pendant longtemps et à maintes reprises, des gens qui ne nous aimaient pas, ont tout fait pour nous ôter la vie. Nous avons survécu. Nous-mêmes, depuis soixante-dix ans, nous n'avons rien épargné, nous avons tout tenté pour nous tuer. Nous n'avons pas davantage réussi.

Autant que tout peuple nous avons des réserves morales, des aptitudes de fond à un sursaut de vie. Donnez-nous seulement ce que l'on a donné à tous les peuples qui connaissent, en ce moment, la joie du réveil, la joie de la grande vie. MM. Minville et Barbeau ont abouti à la même conclusion : avant tout, vous ont-ils dit, notre réveil, notre survivance restent une question d'hommes. Leur conclusion est aussi la mienne. Donnez-nous donc une école, une école catholique, sans doute, mais qui, précisément parce que catholique,

mettra l'accent sur l'éducation plus que sur l'enseignement, se pourvoiera d'éducateurs encore plus que de professeurs. Et parce qu'il n'y a pas de vrai catholique où il n'y a pas d'homme, faites-nous des hommes, c'est-à-dire, des êtres d'intelligence et de volonté, des êtres de force et d'équilibre. Et parce que l'homme abstrait est un mythe, mais que tout homme appartient naturellement à son pays et à sa culture, et que ce n'est ni une imperfection, ni une tare, ni un péché que d'être Canadien français, mais que c'est plutôt une richesse spirituelle et un droit pour l'enfant de chez nous, faites-nous des Canadiens français. Ce qui a failli nous tuer dans le passé et ce qui est au principe de tous nos reculs, de toutes nos abdications et de nos misères, il n'est pas si difficile de s'en rendre compte, ce sont les fantômes d'hommes que nos écoles ont jetés dans la vie, ce sont les demi-Canadiens français dont on nous a encombrés.

Et vous, jeunesse, qui tant de fois nous avez déçus, mais qui toujours avez ranimé nos espoirs, faites que, par tous vos labeurs et par toutes vos prières, nous arrive ce qui, pour tout peuple trop affaissé, est une indispensable condition de ressaisie, faites que nous arrive ce qui est arrivé au Portugal, à l'Espagne, à l'Irlande, à la Pologne, à l'Italie, même à la Turquie : un chef, un entraîneur, un excitateur d'enthousiasmes et de volonté, qui soit aussi un calme ordonnateur d'énergies, un homme qui sache par quelle politique organique, persévérante, l'on sauve un pays ; et alors, par vous, jeunesse, c'en sera fini de porter nos âmes en berne ; nous les hisserons à hauteur d'homme, à la hauteur des grands Français, nos aïeux.

IV

Rapport sur l'orientation

par Benoît Godbout

[Retour à la table des matières](#)

Le rapport suivant a été donné à une réunion générale des militants de la J.I.C. et de la J.I.C.F. au Théâtre de la Palestre Nationale. Le président d'honneur était Me Paul Le Blanc, président général de l'A.C.J.C.

Les autres rapports présentés par MM. Marcel Grondin et René Dupont et par Mlle Voukirakis, présidente de la J.I.C. F., avaient trait à des problèmes plutôt de régie interne. Nous avons pensé que le rapport concernant l'orientation doctrinale que la J.I.C. donne à ses membres et à ses sections serait de nature à intéresser nos lecteurs.

Les deux commissions dont nous venons d'entendre les rapports avaient pour mission d'étudier l'une "la formation du jiciste", l'autre "la propagande jiciste." Voilà qui était bien : en Action catholique comme à la guerre, s'est-on dit dans la 1^{ère} commission, un bon stratège forme ses soldats avant de les conduire sur les champs de bataille ; et s'il est une excellente formation, n'est-ce pas celle qui consiste à faire sa propre conquête ? *Agere sequitur esse.* Encore une fois, c'était là raisonner juste. Seulement la 2^{ième} commission a voulu montrer son sens pratique, son esprit de prévoyance, et elle s'est dit : former des jicistes, c'est bien ; mais encore faut-il qu'ils soient connus du public, que le public sache ce qu'ils sont et ce qu'ils veulent ; les communistes,

les nazistes, les fascistes ont des ministères spéciaux dits de la propagande ; pourquoi les jicistes ne se serviraient-ils pas de la propagande eux aussi ? Un bon jiciste, ça annonce aussi bien qu'une vedette de cinéma ; mieux même, car un bon produit finit toujours par s'imposer. En somme, ces deux commissions s'en sont tenues à l'activité interne du mouvement jiciste. Et c'était bien de leur part. Mais il y a mieux.

Car, sans nous flatter, il était donné à notre commission de prendre les choses en profondeur, de faire preuve d'esprit chrétien. À la stratégie de la formation, de la propagande, nous avons ajouté celle de l'action. Un industriel fabrique et annonce des automobiles pour les vendre ; la J.I.C. forme et fait connaître ses membres et leur esprit pour qu'ils agissent. *"Omne agens agit propter finem"*, enseigne-t-on en saine philosophie.

Or, nous sommes-nous demandé, quelle est la fin, la raison d'être, le but, l'idéal de la J.I.C., sinon de christianiser et d'organiser son milieu ? Mouvement spécialisé de l'A.C.J.C. coopérant à l'apostolat hiérarchique, la J.I.C. peut être définie : "une entreprise tenace de restauration des valeurs supérieures", "une pénétration progressive du milieu" pour transformer radicalement "sa mentalité et ses habitudes de vie", et, dans un sens plus restreint, "une école de fierté qui cherche à promouvoir la solidarité bourgeoise." Aussi, sa fin, son objet, sa vocation est-elle toute divine si l'on aime mieux.

Assainir et christianiser le milieu en assainissant et christianisant les institutions que le milieu comporte, les jeunes avec lesquels la J.I.C. vient en contact. Organiser le milieu parce qu'il faut que ces jeunes vivent avant d'arriver au ciel. Voilà ce à quoi est appelée la J.I.C.

Seulement, tout n'est pas d'être appelé. Encore faut-il réaliser. Et pour réaliser, il faut diriger, orienter. Direction, orientation qui doit être en rapport étroit avec le but, la raison d'être, la vocation générale du mouvement, en fonction de la situation actuelle des jeunes du milieu et de l'avenir possible de ces jeunes. Orientation qui, pour être pratique, pour être sage, doit tenir compte de la formation jiciste, de la connaissance jiciste du milieu. Une première enquête nous a révélé le milieu physique, moral et religieux du travail et du foyer ; la J.I.C. a étudié les conditions de travail du jeune bourgeois ; elle l'a regardé vivre dans sa famille ; poussant plus avant ses recherches, elle s'est enquis de ses loisirs, de sa vie mondaine, de ses idées politiques, de sa vie nationale-, l'enquête porte, cette année, sur la fierté.

Aussi, la J.I.C. est-elle en mesure de pénétrer le milieu pour l'orienter. L'heure de l'action extérieure a sonné pour elle. Et en même temps naît la nécessité d'une orientation générale du mouvement.

Comme question pratique, peut-être aurait-il été préférable pour notre commission de tenir ses assises à l'issue des grandes manifestations au Plateau ; le tableau que nos conférenciers feront du milieu bourgeois aurait été d'une grande utilité. Pourtant les enquêtes jicistes n'ont-elles pas révélé les principaux travers des classes moyennes et bourgeoises ? Travers que l'on peut réunir ainsi dans une énumération non limitative : abus de l'argent, déformation de l'autorité, exploitation du vice, pornographie prétendue littéraire, amour des aises, étalages des vanités, inertie satisfaite, frénésie du plaisir, culture de façade, snobisme, etc. En même temps nos enquêtes nous ont appris les besoins les plus urgents de cette classe, Ainsi le chômage des jeunes ne pose-t-il pas, à l'heure qu'il est, un problème extrêmement grave ? Bref autant de travers, de besoins suscitant des problèmes qui doivent retenir toute notre attention, problèmes auxquels la J.I.C. se doit de proposer des solutions. Solutions qui seront autant d'orientations vers la christianisation et l'organisation des milieux familial, national, social, politique, économique et religieux. Nous comprenons leur impatience à le voir résolu. Mais ce problème si vital, si crucial soit-il, n'est pas encore tellement important pour qu'il soit à lui seul le point de départ de l'orientation générale du mouvement. M. Minville l'a bien dit hier soir : c'est à tort que l'on parle d'un problème économique des Canadiens français, car ce qui existe, c'est un problème canadien-français présentant un grave aspect économique. Aussi pour aider efficacement les jeunes de sa classe à faire leur avenir chrétiennement, croyons-nous que le mouvement doit tendre d'abord vers la solidarité la plus parfaite, la plus étroite. Ici nous aimerions bien jouir de la présomption de l'article 1105 du code civil relative à la solidarité dans les sociétés commerciales. Société, à tout le moins, civile, sans but lucratif, la J.I.C. doit pourtant jouir si elle ne jouit pas déjà de cette solidarité. Solidarité assez large d'abord pour rapprocher davantage ses deux sections masculine et féminine ; assez large encore pour fondre en un tout harmonieux tous les jeunes du milieu qui font déjà de l'Action catholique isolément ou sur des terrains trop spécialisés, créant ainsi un morcellement des forces catholiques et bourgeoises ; solidarité assez large aussi pour englober toute la jeunesse bourgeoise, pour en faire sinon une force militante du moins un bloc sympathisant et comprenant la nécessité d'une J.I.C. ; solidarité assez large enfin pour rapprocher au besoin les jeunesses catholiques des divers mouvements de l'A.C., pour les pousser vers une action concertée.

Mais tout en orientant son mouvement vers une solidarité plus étroite, une cohésion plus intime, la jeunesse Indépendante Catholique réclamera en même temps de ses éducateurs et de ses propres organismes une préparation totale. Préparation qui, suivant le programme de l'abbé Groulx, lui donnera une culture physique et intellectuelle, une formation sociale, religieuse et nationale, un idéal de satisfaction. La jeunesse bourgeoise doit comprendre après dix années de crise, qu'il nous faut bien plus des caractères, des volontés que des intelligences ou des encyclopédies ; la distinction entre le bien et le mal, nos

jeunes bourgeois, en général, peuvent la faire ; la question sociale, nos jeunes bourgeois ont mille et une solutions pour la résoudre ; mais ils n'ont pas la volonté, l'énergie pour faire la distinction, pour imposer leurs solutions ; leur a-t-on appris à vaincre leurs passions ? leur a-t-on enseigné la vertu du sacrifice ? du renoncement ? de la persévérance ? Qu'ils se dépouillent aussi de leur mentalité de serviteurs, comme dit encore l'abbé Croulx, pour lui substituer une mentalité de maîtres. Maîtres remplis cependant de justice et de charité. Il ne faut plus, par exemple, qu'un jiciste d'abord, un jeune bourgeois ensuite soit regardé par un jeune d'une autre classe sociale comme un snob posant parfois à l'intellectuel.

Solidaire, préparée, la J.I.C. pourra dès lors agir sur la vie nationale de son milieu. Pour y prêcher le nationalisme ; sans crainte, parce que nous avons encore beaucoup à faire avant d'être des chauvins. Pour y célébrer en même temps la survivance de notre culture française, de notre langue maternelle. Sans doute, la langue, absolument parlant, n'est peut-être pas la gardienne de la foi ; il se trouve pourtant des situations où elle est d'une grande nécessité. Qui doutera que nous sommes dans une telle situation. L'on nous objectera qu'un bon catholique est par le fait même un bon citoyen. D'accord. Par sa doctrine, l'Église est toute désignée pour donner à l'État des sujets conscients de leurs devoirs et de leurs responsabilités. Seulement, ce citoyen idéal est un type universel et peut être bon citoyen de n'importe quel État. Or, dans un état particulier, un bon citoyen ne suffit pas ; car ce qu'il faut à cet État, c'est un citoyen au courant des besoins particuliers, des aspirations générales de son pays. Besoins particuliers, aspirations collectives qu'il n'appartient pas au catholicisme mais au nationalisme de définir. C'est donc ce nationalisme que nous préconisons, nationalisme qui ne forme pas le bon citoyen type universel mais le bon citoyen habitant telle portion de la planète, nationalisme en même temps qui ne tombera pas dans les excès de certains états totalitaires mais reconnaîtra à l'Église ses droits.

La J.I.C. abordera aussi le plan social, cherchant d'abord à faire comprendre à son milieu la nécessité puis l'excellence de la doctrine sociale de l'Église, doctrine d'équilibre entre le libéralisme et le socialisme.

Parallèlement, la J.I.C. prônera une politique chrétienne, politique orientée vers cet état français, parangon de nos aspirations. Mais elle s'attaquera à l'esprit de parti. Car si, dans un pays démocratique, les partis politiques sont nécessaires, si tôt ou tard les jeunes bourgeois doivent s'affubler d'une étiquette politique quelconque, encore faut-il que cette prise de parti soit faite sans parti pris. jusqu'ici, heureusement, un catholique a pu entrer indifféremment dans tel ou tel de nos grands partis et demeurer catholique. Pour qu'il en soit encore longtemps ainsi, il faut plus que jamais que les jeunes conservent leur indépendance au sein du parti de leur choix.

Sur le terrain économique, le mouvement tentera d'enrayer "notre dégringolade vers le prolétariat", selon le mot de l'abbé Groulx. Il commencera par dépouiller les jeunes des derniers vestiges du libéralisme économique. Ces jeunes, un jour viendra où ils feront des affaires. Aussi est-il temps de leur faire comprendre qu'il n'y a point de fossé entre la morale et les affaires. D'un autre côté, le mouvement réagira contre le socialisme d'État dans lequel notre société glisse tranquillement : les jeunes doivent, le plus possible, tenter d'organiser leur vie eux-mêmes sans faire appel, plus qu'il n'est nécessaire, au paternalisme de l'État. Organisation que les jeunes ne mèneront à bien que s'ils décident d'étudier pour la préconiser l'idée du corporatisme, corporatisme que l'on trouve à mi-chemin entre le libéralisme et le socialisme d'État. Et parce qu'il faut être pratique, qu'il faut préconiser des systèmes adaptés aux besoins, aux conditions du milieu et de l'époque, la J.I.C. tout en aspirant au corporatisme politique, travaillera, de concert avec l'Action corporative par exemple, à l'établissement du corporatisme social. Car il reste le seul moyen, dans le désordre actuel des choses, pour lutter efficacement contre un capitalisme de plus en plus abusif, pour assurer, contre les envahissements financiers, l'indépendance des classes moyennes et bourgeoises aussi bien qu'ouvrières. Voilà ce que la J.I.C. demande aux jeunes de son milieu. Quant à l'État, on lui a déjà demandé sa coopération en traçant les lignes d'un plan d'aide aux jeunes. Lequel des jeunes ou de l'État comprendra son devoir le premier ? lequel répondra le plus rapidement et le plus généreusement aux aspirations jicistes ? c'est là le secret de l'avenir. Et si cet avenir doit nous réserver des surprises, nous prions ardemment pour qu'elles soient heureuses.

Enfin, sur le plan religieux, la J.I.C. préconisera un catholicisme aéré, lumineux. Le jeune bourgeois qui dans n'importe quel milieu, ne craint pas d'afficher ses convictions libérales ou conservatrices, unionistes ou séparatistes, nationalistes ou impérialistes, trouve encore bien moins de raisons pour taire ses croyances religieuses. Nous sommes, jeunes bourgeois, à la croisée des chemins ; il est temps de nous mettre en face de nos responsabilités, de comprendre que nos actes nous suivent.

Et voilà donc, en bref, l'orientation générale que doit prendre, à l'heure actuelle, le mouvement jiciste. Orientation qui tiendra compte toutefois de la présence, dans le milieu bourgeois, de deux catégories sociales groupant la haute et la petite bourgeoisie. Et si, dans la pratique, la ligne de démarcation entre les deux catégories est difficile à établir, s'il n'y a pas, pour distinguer un grand d'un petit bourgeois, d'autres critères plus absolus que la possession d'une certaine aisance et d'une certaine culture jointes au goût de l'indépendance et à une plus ou moins grande tradition familiale. retenons que les classes supérieures d'une société doivent être la synthèse d'un élément actif, dynamique, ouvert au progrès sous toutes ses formes et d'un élément plus statique, plus traditionaliste que passif, élément conservateur des traditions

sociales. Si bien que la J.I.C. orientera l'un de ses éléments vers une activité plus grande, qu'elle demandera à l'autre une plus grande stabilité.

Le secrétaire de la commission d'orientation ne sait pas s'il a rapporté fidèlement la pensée des membres de cette commission ; s'il a eu le malheur de proférer quelques erreurs, en toute justice on voudra bien les imputer à lui seul.

Fin du texte